

SELON LE MINISTRE
QATARI DES FINANCES
**La guerre
à Gaza ralentira
les économies du
Moyen-Orient**

P 8

TEBBOUNE AU 3^e SOMMET DU SUD DU G77 + CHINE

Plaidoyer pour une refonte du système mondial

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, devant les participants au 3^e sommet du Sud du G77 + Chine, qui s'est tenu, hier dimanche à Kampala, à une réforme globale du système économique et financier mondial pour le rendre plus équitable et plus équilibré. P 3



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

2024 sera l'année de l'orientation vers l'université de 4^e génération

Le ministre de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique Kamel Badari a affirmé, samedi à Saïda, que 2024 sera «l'année d'orientation vers l'université moderne de quatrième génération». Intervenant lors de la présentation d'un exposé sur l'université «Dr Moulay Tahar» de Saïda, le ministre a souligné que l'université se prépare en 2024 à s'orienter vers l'université moderne de 4^e génération en «un bref délai».

P 2

DES HOMMES D'AFFAIRES
AMÉRICAINS EN MISSION
D'AFFAIRES À ALGER

Vers le renforcement de la coopération algéro-américaine



Les investisseurs Américains s'intéressent de plus en plus à l'Algérie. L'amélioration du climat des affaires, notamment avec la venue du nouveau Code de l'investissement, garantissant une stabilité juridique d'au moins 10 ans, met l'Algérie au standard international en ce qui concerne l'attractivité pour l'investissement étranger.

P 5

SONATRACH- SOCIÉTÉ
MAURITANIENNE DES
HYDROCARBURES

Signature d'un accord dans le domaine de la formation

Sonatrach poursuit son déploiement en Afrique, en exportant ses services et son savoir faire. Un accord de partenariat vient d'être signé avec la Société mauritanienne des hydrocarbures (La SMH) dans le domaine de la formation. «Le 18 janvier 2024, à Nouakchott, la capitale mauritanienne, l'Institut algérien du pétrole, affilié à Sonatrach, et la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) ont signé un accord-cadre dans les domaines de la formation et du développement des compétences et de l'expertise», indique hier le Groupe Sonatrach dans un communiqué.

P 5

BORDJ BOU ARRERIDJ

**Plus de 83 ha de foncier
industriel inexploité
récupérés** P 2

COMMERCE

**La BDL offre
gratuitement les TPE** P 3

14^e ÉDITION DU SALON
INTERNATIONAL DU TOURISME

**Plus de 180 exposants
attendus à Oran** P 5

AGRICULTURE

Cherfa inspecte le projet de la banque de gènes

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a effectué une visite d'inspection au projet de la Banque de gènes, en cours de réalisation dans la commune de Baraki (Alger), indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite de terrain qui a eu lieu samedi, M. Cherfa s'est enquis de l'avancement des travaux de ce projet « stratégique » qui s'étend sur une surface de 2 hectares, et a inspecté les différents pavillons et équipements ainsi que les installations achevées, précise la même source. A noter que cette banque disposera dans un premier temps d'une capacité de stockage initiale de 80 000 entre espèces végétales et animales, selon les déclarations du ministre de l'agriculture. Ce projet visant à préserver le patrimoine génétique national vient compléter le projet de la banque des semences, inaugurée en 2022.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Proposition d'une loi encadrant le domaine

Les participants aux premières rencontres juvéniles spécialisées, organisées par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) en faveur des acteurs des secteurs de l'information et de la numérisation, ont appelé, samedi à Tiaret, à adopter une loi encadrant le domaine de l'intelligence artificielle conformément aux valeurs nationales. Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité d'aménager un environnement législatif où l'utilisation de l'intelligence artificielle en Algérie préserve les composantes sociales à l'abri des influences extérieures. En réponse à ces propositions, Abdelhamid Benbadda, vice-président du Conseil supérieur de la jeunesse, qui a supervisé les travaux de cette rencontre, a indiqué que « notre conseil œuvre à adopter le style de prospective en développant des stratégies proactives pour les changements et développements que connaît le monde, afin que nous soyons prêts à y faire face ».

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

2024 sera l'année de l'orientation vers l'université de 4^e génération

Le ministre de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique Kamel Badari a affirmé, samedi à Saïda, que 2024 sera « l'année d'orientation vers l'université moderne de quatrième génération ». Intervenant lors de la présentation d'un exposé sur l'université «Dr Moulay Tahar» de Saïda, le ministre a souligné que l'université se prépare en 2024 à s'orienter vers l'université moderne de 4ème génération en « un bref délai».

Par Slimane T

Badari a ajouté que « l'université est devenue une plateforme d'enseignement créatif, intégré et ouvert à travers les résultats obtenus », affirmant que le secteur de l'enseignement supérieur œuvre à « la numérisation des structures universitaires en vue d'améliorer la qualité d'enseignement et relever le niveau de performance». Lors de l'inspection du Centre de données et d'informatique, le ministre a salué cette structure qui « n'a pas d'équivalent dans les établissements universitaires au niveau national », ajoutant que la création de tels centres sera généralisée dans tous les établissements universitaires, dans le cadre du nouveau processus de modernisation. Ce centre dispose de 14 appareils de haut débit, 17 serveurs et de deux commutateurs, sachant que ces équipements contribuent à renforcer la communi-

cation numérique au sein de l'université. Le ministre avait déclaré jeudi dernier que le secteur avait adopté une politique visant à permettre à l'université de contribuer à la création de la richesse, ce qui s'est traduit, a-t-il dit, par la création de 96 incubateurs d'affaires et de 100 centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE). Lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, M. Baddari a précisé que son secteur enregistre d'importants chiffres en matière de renforcement des entités de recherche, de développement et de valorisation économique présentes dans les établissements universitaires et de recherche, dont notamment la création de 96 incubateurs d'affaires, de plus de 3.000 espaces pour les start-ups et de plus de 100 CDE. Le secteur qui accorde un intérêt majeur au soutien à la recherche scientifique, compte 1.801 laboratoires de recherche, 47 unités de recherche,

30 centres de recherche, 183 services communs et plus de 60 laboratoires de fabrication, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre Baddari a supervisé le projet de réalisation de la faculté des sciences sociales et humaines dans la commune d'Ain Hajdar, doté de 2.000 places pédagogiques, qui sera achevé en septembre prochain. Annonçant que l'Université de Saïda, qui s'est appuyée sur de nombreuses nouvelles structures, se transformera en un pôle universitaire par excellence qui lui permettra d'accueillir des étudiants des wilayas d'El Bayadh et de Naâma. Le ministre a également inauguré une bibliothèque centrale à l'Université de Saïda, dotée de divers ouvrages et références dans toutes les spécialisations universitaires. Ce centre numérique permet de recevoir et de numériser tous les documents universitaires pour faciliter le processus de conservation et de récupération rapide.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 83 ha de foncier industriel inexploité récupérés

Plus de 83 hectares de foncier industriel inexploité dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont été récupérés, ont indiqué samedi les services de la wilaya. La même source a précisé que cette récupération est intervenue après le rapport soumis au wali, Kamel Nouicer, par la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement sur les actifs fonciers excédentaires inexploités dans la wilaya dépassant les 83 hectares susceptibles d'accueillir de nouveaux projets.

Ces terrains qui se trouvent à l'intérieur d'entreprises économiques publiques en état de cessation d'activités ou dans d'autres dont le tranchement n'affectera pas l'activité, pourront accueillir de micro-investissements industriels, a ajouté la même source. La même source a précisé que plus de 11 hectares se trouvent au sein de l'unité de conditionnement et des arts graphiques dans la zone industrielle du chef-lieu de wilaya, plus de 19 hectares au sein d'une entreprise dissoute relevant du groupe régional des ciments de

l'Est (ERCE) situés dans la même zone industrielle et dont une grande partie se trouve sur les terrains pollués par l'amiante. Selon la même source, le rapport a recensé 20 hectares de l'entreprise Naftal à l'entrée ouest du chef-lieu de wilaya, 1,9 hectare appartenant à l'entreprise publique de transport urbain et suburbain de Bordj Bou Arreridj, plus de 5 hectares de l'entreprise nationale des bois et dérivés et 5,8 hectares classés propriété publique industrielle ayant perdu sa vocation initiale et devant, de ce fait, être déclassée.

La commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement a été installée par le wali en vertu des dispositions de la loi 23-17 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique du domaine privé de l'Etat. Elle est chargée d'assurer le suivi des projets d'investissement et d'adresser les mises en demeure aux détenteurs d'actes de concession en cas d'infraction aux dispositions des cahiers des charges, est-il indiqué.

R E.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Publication d'un guide informatif par la tutelle

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé la publication d'un guide informatif sur le commerce électronique visant à sensibiliser et protéger les citoyens contre les escroqueries et les fraudes auxquelles ils peuvent être exposés lors de leurs achats en ligne. Le guide qui comprend quatre axes principaux abordant le cadre conceptuel et les risques liés aux achats en ligne, fournit aux

citoyens des conseils sur la manière de procéder aux opérations de commerce électronique conformément aux dispositions de la loi 18-05 et donne un certain nombre de conseils visant à garantir des achats en ligne sûrs. Il aborde également les principales méthodes et techniques d'escroquerie et de fraude via le web et la manière de réagir face à ces phénomènes dans le but de sensibiliser les citoyens et d'accroître leur vigilance lors

de leurs achats en ligne. Ce guide, disponible en téléchargement sur le site web (www.mpt.gov.dz) du ministère en arabe, anglais et français, a été élaboré en collaboration et la contribution des ministères des Finances, du Commerce et de la Promotion des Exportations, de la Gendarmerie nationale, de la Direction générale de la Sûreté nationale, de l'entreprise Algérie Poste et du Groupement monétique.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

TEBBOUNE AU 3E SOMMET DU SUD DU G77 + CHINE

Plaidoyer pour une refonte du système mondial

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, devant les participants au 3e sommet du Sud du G77 + Chine, qui se tient dimanche à Kampala, à une réforme globale du système économique et financier mondial pour le rendre plus équitable et plus équilibré.

Synthèse Sirine R

Cette révision vise ainsi à corriger les dysfonctionnements résultant de la domination des pays riches sur les mécanismes de prise de décision politique, économique et financière, ce qui a affaibli les capacités des pays du Sud qui continuent de souffrir de marginalisation, de dépendance et d'incapacité à réduire l'écart de développement.

«L'Algérie a toujours plaidé en faveur de cette réforme depuis les années 1970, dans le cadre d'une vision clairvoyante et ambitieuse visant à asseoir les règles d'un nouveau système économique international qui consacre efficacement le principe de l'indépendance économique des pays en développement en tant que complément essentiel à leur indépendance politique, et en tant que cadre équilibré non seulement en termes d'avantages, mais aussi en termes de responsabilités partagées », a poursuivi le président de la République.

Le président de la République a souligné, en outre, « la nécessité de la réforme du système des Nations-Unies afin de le rendre plus représentatif et plus à même de répondre aux aspirations et aux priorités des pays du Sud, outre de conférer davantage d'efficacité à son travail pour renforcer le multilatéralisme et relever les défis de développement ».

Evoquant les difficultés entravant le financement du développement dans les pays du Sud, en raison de la faiblesse des flux financiers, l'exacerbation des dettes extérieures, et les conditions arbitraires imposées et qui compromettent les efforts visant à réaliser des réformes structurelles de leurs systèmes

nationaux et à accélérer leur rythme de développement socio-économique, le Président Tebboune a appelé à « engager une réflexion sur la mise en place de mécanismes efficaces pour alléger le poids des dettes, voire leur annulation ou leur restructuration et la suspension des services de la dette, notamment au profit des pays les moins développés ».

Il a insisté, en outre, sur l'importance de la coopération Sud-Sud pour « le renforcement du flux commercial et des investissements, et le développement des mécanismes d'intégration économique, au moment où la contribution des pays en voie de développement au commerce mondial et aux investissements internationaux reste faible, par rapport à leurs capacités ».

Concernant la hausse et la fluctuation des prix des produits de base sur les marchés internationaux, le président de la République a appelé à « l'adoption d'une nouvelle approche reposant sur l'intensification des échanges et l'accès aux mécanismes et cadres ayant prouvé leur efficacité dans les pays du Sud, à travers la promotion de l'investissement dans les projets d'infrastructures, l'amélioration du financement, la transition technologique et la compétitivité, outre l'amélioration de l'environnement international de l'investissement suivant les fondements du développement durable et les principes de transparence, de justice et de flexibilité ».

L'Algérie suggère la création d'un Centre d'excellence pour l'innovation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie

aspirait à lancer une initiative au niveau des pays du Sud pour la création d'un Centre d'excellence dédié à la valorisation des expériences réussies des startups innovantes, dans le souci de jeter les ponts de communication et d'échanger les expériences et initiatives entre les pays membres de cet espace.

Cette initiative émane de la vision de l'Algérie présentée par le président de la République, visant à «ériger la science, la technologie et l'innovation en terrains propices à la coopération Sud-Sud, étant catalyseurs pour la croissance économique et le développement durable, d'où l'impératif de valoriser leur contribution à la réalisation des objectifs de développement à travers des politiques favorisant le développement des compétences et la promotion de la recherche et de l'innovation scientifique et technologique ».

Il a mis en avant, également, «la nécessité d'accorder la priorité aux solutions permettant d'aplanir les entraves technologiques et les pratiques injustes limitant l'accès des pays du Sud à ces outils modernes et essentiels pour le développement ».

A ce propos, le président Tebboune a rappelé «les efforts de l'Algérie visant à renforcer le dialogue, la coopération et l'échange d'expériences dans le domaine des startups à l'échelle africaine, via notamment ses efforts pour la mise en œuvre des conclusions du 2e Forum africain des startups, tenu en Algérie décembre dernier, en sus des mesures prises pour établir un cadre africain à même de développer ce type d'entreprises en coordination avec les organes de l'Union africaine ».

3e SOMMET DU G 77+CHINE

Promouvoir la coopération et l'intégration économique

Les participants au 3e sommet du Groupe des 77 et de la Chine (G77+Chine) qui se tient dimanche à Kampala avec la participation du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'attèlent à explorer les voies à même d'élargir la coopération et l'intégration économique entre les pays du Sud pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Les interventions des chefs d'Etats et de gouvernements, et des responsables des instances internationales participant à ce sommet s'étalant sur deux jours sous le signe "Ne laisser personne de côté", ont porté unanimement sur la nécessité de renforcer la résilience des pays du Sud face à la conjoncture économique internationale, plaidant pour "une économie plus inclusive et équitable".

Selon les participants, le renforcement de la coopération et de l'intégration économique entre les pays du Sud est à même de d'assurer un financement important pour les pays en développement, ce qui permettra à ces Etats de réaliser le plan de développement 2030.

En outre, les participants au sommet discuteront des moyens d'élargir et de diversifier le commerce sud-sud et de renforcer l'investissement entre les pays du sud dans divers domaines.

Selon certaines données soumises au débat lors de ce sommet, les chocs économiques enregistrés au cours des dernières années ont entravé la réalisation des ODD.

D'après les estimations de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la croissance économique mondiale devrait ralentir à 2,4 % en 2023 et 2,5 % en 2024.

En revanche, la coopération et l'intégration économiques entre les pays en développement pour ce qui est des initiatives mondiales visant à promouvoir les ODD, ont connu un changement historique au cours des trois dernières décennies.

La région en développement représente, actuellement, environ 40 % du produit intérieur brut mondial réel, contre seulement 18% en 1993.

En outre, les pays du Sud ont joué un rôle de plus en plus important dans les domaines du commerce, du financement, de l'investissement et de la technologie.

Les mêmes données relèvent que les échanges commerciaux entre les pays du Sud ont dépassé ceux enregistrés entre le Sud et le Nord, ce qui signifie que les pays en développement sont devenus plus autonomes pour ce qui est des marchés d'exportation.

R I.

COMMERCE

La BDL offre gratuitement les TPE

La banque de développement local (BDL) s'emploie à accompagner les efforts déployés pour généraliser l'usage du paiement électronique, a affirmé, dimanche, son Directeur général. «La BDL offre gratuitement aux commerçants les moyens de paiement électronique, notamment des terminaux», a-t-il précisé, hier à Sidi Bel Abbès lors de l'inauguration de la 8ème agence commerciale de la Banque de développement local (BDL) « 479 », spécialisée dans le crédit sur hypothèque.

Le responsable a noté dans le même contexte que les produits fournis par la banque concernent la fourniture de différents types de cartes électroniques. Lalmas a souligné que l'ouverture de cette agence, la première du genre dans la wilaya, s'inscrit dans le cadre de l'élargissement du réseau commercial de la BDL, notamment concernant les prêts hypothécaires, pour se rapprocher le plus possible de la clientèle. Il a souligné, dans une déclaration à la presse, que cette agence commerciale spécialisée dans les prêts hypothécaires sur l'or viendra s'ajouter aux services bancaires classiques et islamiques fournis par les autres agences commerciales de la Banque du développement local dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Evoquant le prêt d'exploitation, il a souligné que la Banque du développement local accompagne les entreprises et les investisseurs afin de les assister et les accompagner, rappelant les différents types de prêts d'exploitation accordés par la banque, les délais de traitement du dossier du crédit, la durée de remboursement et le taux d'intérêt. Concernant la finance islamique, le Directeur général de la BDL a indiqué que son institution bancaire expose des produits de conformité aux principes de la charia islamique, qui est totalement différente du financement classique, signalant que parmi ces produits, figurent « le crédit-bail immobilier se terminant par la propriété » pour les particuliers, « Mourabaha pour les véhicules » pour les particuliers et « Mourabaha de consommation » pour les particuliers, « Mourabaha d'investissement » pour les entreprises et « Mourabaha d'exploitation » pour les entreprises.

R E/Agence

ENERGIE

Arkab reçoit une délégation du groupe allemand NEA

Le ministre de l'Energie, et des Mines Mohamed Arkab, a reçu, dimanche à Alger, une délégation de la compagnie pétrolière allemande Neuman & Esser (NEA), selon un communiqué du ministère.

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont évoqué les possibilités d'investissements et de coopération entre la compagnie allemande et les entreprises nationales du secteur à l'image de Sonatrach et Sonelgaz, notamment dans les domaines des industries gazières, pétrolières, pétrochimiques et des solutions technologiques pour le développement de l'hydrogène. «Les deux parties sont mis en avant les bonnes relations qui relient les entreprises du secteur et les entreprises allemandes dans le domaine de l'énergie et des mines», ajoute le communiqué.

Pour sa part, le ministre Arkab a souligné l'importance de la coopération qui lie les entreprises algériennes et allemandes. Le même responsable a exposé les possibilités d'investissement en Algérie tout en mettant l'accent sur l'importance de l'échange des expériences et le transfert des connaissances et des technologies pour développer le contenu local et mettre en place des partenariats bénéfiques pour les deux pays.

Pour sa part, la délégation allemande a exprimé le grand intérêt du groupe Neuman & Esser pour la création et l'identification de projets concrets de coopération, notamment à la lumière de la présence d'un climat d'investissement favorable et de la confiance existante avec les entreprises du secteur énergétique et minier.

SONATRACH- SOCIÉTÉ MAURITANIENNE DES HYDROCARBURES

Signature d'un accord dans le domaine de la formation

Sonatrach poursuit son déploiement en Afrique, en exportant ses services et son savoir faire. Un accord de partenariat vient d'être signé avec la Société mauritanienne des hydrocarbures (La SMH) dans le domaine de la formation. « Le 18 janvier 2024, à Nouakchott, la capitale mauritanienne, l'Institut algérien du pétrole, affilié à Sonatrach, et la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) ont signé un accord-cadre dans les domaines de la formation et du développement des compétences et de l'expertise», indique hier le Groupe Sonatrach dans un communiqué.

Par Sirine R

Selon la même source, cet accord précité constitue l'aboutissement des discussions approfondies qui ont eu lieu entre l'Institut Algérien du Pétrole de Sonatrach et la Société Mauritanienne des Hydrocarbures, qui visent à établir un partenariat dans le domaine de la formation, et ce, conformément au mémorandum d'accord conclu entre Sonatrach et la Société Mauritanienne des Hydrocarbures, en date du 7 juin 2022. Dans ce contexte, de nombreux domaines de partenariat liés au développe-

ment des connaissances techniques et professionnelles au profit des ingénieurs et ouvriers de la Société mauritanienne des hydrocarbures ont été identifiés, avec des formations qui débiteront au cours du premier trimestre de l'année en cours.

Il est à rappeler que l'Institut algérien du Pétrole (IAP), relevant du groupe Sonatrach, avait signé un accord de coopération et de partenariat en mars 2023 avec l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) en Côte d'Ivoire dans le domaine de la formation et du développement des compétences dans le secteur des hydro-

carbures, a indiqué mercredi un communiqué du groupe. Le Pdg du Groupe, Rachid hachichi avait déclaré lors d'un forum économique en Libye que « Sonatrach est déterminée à mettre son expérience de plus de soixante ans au service de la coopération avec ses partenaires». Ceci témoigne sur la volonté de la compagnie pétro-gazier à participer au développement local des pays africains notamment en apportant sa contribution dans le domaine de la formation du capital humain pour le développement de l'énergie et de l'industrie gazière d'une manière particulière.

NOC

Reprise de la production pétrolière sur un site majeur

La Compagnie nationale de pétrole (NOC) en Libye a annoncé dimanche la reprise de la production pétrolière sur l'un des plus importants gisements pétroliers du pays, après un arrêt de l'activité de deux semaines suite à des protestations sur ce site.

"La NOC déclare la levée de l'état de force majeure sur le champ al-Charara et la reprise de la production", a indiqué la compagnie dans un communiqué, sans plus de détails. Invoqué dans des circonstances exceptionnelles, l'état de force majeure" permet une exoné-

ration de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

Dimanche en matinée, un groupe d'habitants de la région d'Oubari, représentant le "rassemblement du Fezzan" dans le sud du pays, a annoncé être parvenu à un accord avec la NOC. "Nous avons décidé de suspendre notre sit-in sur le site d'al-Charara dès aujourd'hui (dimanche) après être parvenus à un accord avec le président de la NOC qui s'est engagé à satisfaire nos revendications", a déclaré l'un des membres du groupe dans une vi-

déo sur Facebook. D'après ce groupe, l'accord a été conclu avec la "garantie du maréchal Khalifa Haftar", l'homme fort de l'Est libyen.

Depuis la chute et la mort du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye, qui dispose des réserves les plus abondantes d'Afrique, peine à s'extirper de plus d'une décennie de chaos et de divisions, avec deux gouvernements rivaux qui se disputent le pouvoir.

L'un siège à Tripoli, la capitale, et est reconnu par l'ONU. L'autre est installé dans l'est du pays, région sous le contrôle des forces du ma-

réchal Haftar. Situé à environ 900 km au sud de Tripoli, al-Charara produit en temps normal 315.000 barils par jour, sur une production nationale revenue à plus de 1,2 million de barils par jour (contre 1,5 à 1,6 million avant la Révolution de 2011). Principal fournisseur de la raffinerie de Zaouia (ouest), qui à son tour approvisionne le marché local en carburants, al-Charara est géré par la société Akakus, co-entreprise entre la NOC, l'Espagnol Repsol, le Français Total, l'Autrichien OMV et le Norvégien Statoil.

R E.

AVEC LE LANCEMENT DE LA MACHINE À LAYER VIVACE 12 KG

LG Electronics Algérie révolutionne le lavage

LG Electronics Algérie a célébré, aujourd'hui à Alger, le lancement officiel de sa dernière innovation dans le domaine des appareils électroménagers, la machine à laver Vivace 12 kg. Cette machine s'inscrit dans la tradition d'innovation continue de LG Algérie, élargissant ainsi la gamme de lave-linge de l'entreprise avec un modèle doté d'un design parfait et des dernières technologies de pointe pour une meilleure performance.

En présence de hauts responsables de LG, de représentants des médias ainsi que des invités de marque, M.Mustapha Kamel NABI, Marketing manager de LG Electronics Algérie, a

souligné l'engagement continu de LG à apporter des innovations significatives sur le marché algérien. Il a ajouté que "la machine à laver Vivace 12 kg représente une avancée majeure dans la manière dont les consommateurs abordent le lavage au quotidien. Nous sommes fiers de présenter cette technologie de pointe qui combine l'efficacité, la commodité et le design élégant."

Le design de la machine à laver Vivace 12 kg de LG est une fusion harmonieuse entre esthétique et fonctionnalité, reflétant l'excellence tant sur le plan visuel que pratique. Chaque détail a été minutieusement pensé pour créer une expérience utilisateur exceptionnelle. La

machine à laver Vivace 12 kg offre une capacité élargie de 12 kg dans un châssis compact de seulement 600 mm de profondeur. Elle maintient un design intemporel, du verre trempé anti-rayures à l'élévateur hygiénique en acier inoxydable, alliant ainsi élégance et durabilité. Au cœur de cette révolution du lavage se trouve la technologie TurboWash™360, permettant à la machine à laver de compléter une lessive en seulement 39 minutes. Cette technologie offre une solution qui économise du temps sans sacrifier la qualité du lavage.

Le moteur Inverter DD de nouvelle génération, alimente la machine à laver Vivace pour garantir une efficacité énergétique et des per-

formances optimales. La technologie AI DD™ révolutionne le lavage en personnalisant les modes de lavage en fonction du niveau de douceur du tissu, offrant une protection des tissus supérieure de 18 % par rapport aux produits conventionnels.

La fonction Steam& 60 ALLERGY CARE représente l'apogée de l'engagement de LG envers la santé et l'hygiène dans le cadre du processus de lavage. En faisant appel à une combinaison astucieuse d'une température optimale de 60°C, cette fonction innovante dissout et élimine de manière spectaculaire jusqu'à 99,9 % des allergènes, champignons et bactéries présents sur les vêtements.

STOCKAGE DES CÉRÉALES

Réalisation d'un silo d'un million de quintaux à Oran

Les structures de stockage des céréales à Oran seront renforcées avec la réalisation d'un silo d'une capacité d'un million de quintaux et de sept centres de stockage de proximité, a annoncé, samedi, le wali Saïd Sayoud. «Les travaux de réalisation des sept centres de stockage, d'une capacité totale de 350.000 quintaux, soit une capacité théorique allant jusqu'à 50.000 quintaux pour chaque centre, débiteront le mois prochain», selon le même responsable.

«La Direction des Travaux publics entre-

prendra la réalisation de ces structures», a fait savoir le wali dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre avec les agriculteurs et les professionnels du secteur agricole, organisée au siège de la wilaya. La wilaya d'Oran a aussi bénéficié d'un projet de réalisation d'un silo d'une capacité de stockage d'un million de quintaux de céréales, qui sera réalisé dans la commune d'Oued Tlelat, a-t-il déclaré.

D'autre part, il a indiqué que la plantation de 500 hectares de légumineuses débutera, incessamment à Oran, soulignant que ce

programme a été favorablement accueilli par les agriculteurs. Cette rencontre, qui a enregistré la participation d'agriculteurs et de représentants de divers organismes et institutions liés au secteur agricole, a été l'occasion pour les agriculteurs d'exprimer leurs préoccupations, notamment en ce qui concerne la régularisation des propriétés agricoles et les autorisations de fonçage de puits. Le wali d'Oran a fait savoir que «ces questions, notamment celle de la situation du foncier agricole», seront étudiées, annonçant «la mise en place d'une

commission présidée par le Secrétaire général de la wilaya, qui commencera ses travaux, demain dimanche, pour inventorier les dossiers déposés, que ce soit au niveau des domaines de l'Etat, de la Direction des Services Agricoles, ou de l'Office National des terres agricoles à Oran».

Dans le même contexte, il a insisté sur «le règlement rapide de ces dossiers au niveau des services concernés et la présentation d'un rapport mensuel sur l'avancement de l'opération».

R E.

DES HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINS EN MISSION D’AFFAIRES À ALGER

Vers le renforcement de la coopération algéro-américaine

Les investisseurs Américains s’intéressent de plus en plus à l’Algérie. L’amélioration du climat des affaires, notamment avec la venue du nouveau Code de l’investissement, garantissant une stabilité juridique d’au moins 10 ans, met l’Algérie au standard international en ce qui concerne l’attractivité pour l’investissement étranger. Aussi, une délégation forte de 26 hommes d'affaires américains est à Alger depuis hier en vue d’affiner des projets de partenariat économique et commercial et éventuellement signer des contrats.

Par Reda Hadi

Oxy et Chevron, comptant parmi les plus grandes compagnies pétrolières américaines, ont très bien avancé dans les discussions avec la Sonatrach et devraient signer bientôt des contrats », a déclaré, hier à nos confrères de la radio national le président du Conseil d'affaires algéro-américain, et de souligner que cela constituerait de bons points quant à l'attractivité du climat des affaires en Algérie. L'investissement hors hydrocarbures intéresse aussi les Américains, puisque lors d'une précédente rencontre entre hommes d'affaires US et les pouvoirs publics, fin 2023, plusieurs accords de partenariat avaient été conclus entre des opérateurs économiques algériens et leurs homologues américains dans plusieurs secteurs prioritaires, dont l'agriculture, la mise en valeur des terres, l'industrie, les voies ferroviaires, ainsi que les domaines d'investissement en matière de sécurité alimentaire. Le Président de ce conseil, au regard du contexte géopolitique prévalant actuellement et dominé par la guerre contre le peuple palestinien, a surtout précisé que dans leur démarche, les conseils d'affaires américains de par le monde ne s'encombrent pas des questions politiques et se limitent aux strictes affaires économiques. Inutile de préciser que ladite délégation est essentiellement constituée d'acteurs dans le secteur de l'énergie, mais pas seulement puisqu'il est aussi question de projets de réalisation dans

le domaine des travaux publics à l'instar du chemin de fer et des ouvrages d'art.

Pourquoi cet engouement?

Les Américains sont déterminés à renforcer leur présence en Algérie. Car, pour le Vice-président l'US-Algerian Business Council (US-ABC), deux principales raisons, la stabilité et les réformes engagées par l'Etat, poussent les hommes d'affaires américains, de lorgner plus vers notre pays. Ce n'est pas tout. Ce dernier admet que le marché algérien offre des opportunités intéressantes. C'est pourquoi, il affirme qu'aujourd'hui les bases d'un partenariat existent. Reste à mieux les développer. Par ailleurs, si les investissements américains sont centrés principalement, sur les hydrocarbures, Il est temps de faire un changement et développer le partenariat en dehors des hydrocarbures. C'est ce que le président du Conseil d'affaires algéro-américain, a déclaré le Président de ce conseil, et a même prédit un flux d'investissements américains vers l'Algérie à l'avenir. Pour la délégation présente en Algérie, des discussions auront lieu avec plusieurs institutions et acteurs économiques algériens à commencer par le ministère de l'Industrie, l'AAPI (Agence algérienne pour la promotion de l'investissement) et le CREA (Conseil du renouveau économique algérien), la Sonatrach, la Sonelgaz, Alnaft et Madar Holding, entre autres.

Pour des économistes algériens, à l'avenir et avec tous ces projets de grande envergure que l'Algérie a mis en place dans plusieurs domaines, les échanges commerciaux entre les deux pays vont s'accroître davantage. En plus, c'est cela qui va inciter davantage de PME et de sociétés américaines à se délocaliser vers le marché algérien, en nouant des partenariats avec des sociétés algériennes dans plusieurs domaines, notamment, l'Energie, les Mines, l'agriculture et les services. Et ce d'autant plus que les échanges commerciaux entre l'Algérie et les Etats-Unis sont en nette évolution. En 2022, elles ils ont atteint les 4,5 milliards de dollars, en légère augmentation par rapport au début des années 2000, où elles étaient en dessous des 4,1 milliards. Lors de son entretien, avec nos confrères de la radio, le président du Conseil d'affaires algéro-américain, en faisant référence à la récente déclaration du ministre de l'Energie et des Mines, a exhorté les partenaires américains à venir investir dans le domaine minier, et a tenu à souligner l'exigence algérienne du transfert du savoir-faire via la formation. «La partie américaine ne peut qu'être intéressée par le secteur minier, mais de notre côté nous exigeons d'intégrer la formation et aussi de produire certaine pièces nécessaires aux forages et autres services dans l'exploration» a-t-il affirmé. Cela serait intéressant, vu que l'Algérie peut être un portail vers l'Afrique et le Moyen-Orient via les différentes zones de libre-échange.

ABEF

Organisation mercredi prochain d’une Journée d’information sur la loi de finances 2024

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (AbeF) organise mercredi prochain à Alger, une Journée d'information sur les nouvelles dispositions contenues dans la loi de

finance 2024, annonce l'Association dans un communiqué. Cette rencontre qui se tiendra au siège de la Direction générale de la Banque nationale de l'habitat (BNH), regroupera les représentants des banques, des

établissements financiers et des compagnies d'assurance. L'événement verra également la présence des cadres de la Direction générale des impôts (DGI) et des Douanes algériennes, ajoute le communiqué.

INSTITUT DE LA FORMATION BANCAIRE

Lancement de la 11^e promotion des professionnels du marché financier

L'Institut de la formation bancaire (IFB) a annoncé dimanche dans un communiqué le lancement du cycle de la formation de la 11ème promotion de la certification des professionnels du marché financier (CPMF), inscrite dans le cadre de la réalisation de l'offre de formation 2024. Le lancement de cette formation depuis le centre de formation de l'IFB, à Dely Ibrahim (Alger) a été marqué par la présence du président de la COSOB, du Directeur général de la Bourse d'Alger et du Directeur général de l'IFB, précise la même source. Le programme de certification des professionnels du marché financier a vocation de "former tous les acteurs du marché financier" ou "ceux désirant acquérir des connaissances reconnues dans ce domaine, en particulier

les cadres des sociétés émettrices, les gestionnaires d'actifs au niveau des investisseurs institutionnels et les journalistes spécialisés en finance", est-il souligné. La 11ème promotion de la formation totalise 56 participants, issus majoritairement des banques, compagnies d'assurance et journalistes spécialisés, ajoute encore la même source relevant qu'au terme de ce cursus, les lauréats auront "l'opportunité d'actualiser et de renforcer leurs connaissances et compétences financières et d'augmenter leur efficacité". "Les professionnels de la finance et de la banque pourront ainsi tenir compte des nouveaux enjeux en matière d'investissement et faire la différence dans leur activité professionnelle", souligne-t-on. L'IFB assure également que ce cycle de certification, d'une durée de trente-deux (32)

jours, répartis sur cinq mois en alterné, sera conjointement certifié par l'IFB et la COSOB et animé par des professionnels du métier. Il permettra notamment "aux candidats qui l'auront réussi d'exercer une activité fortement réglementée dans la sphère du marché financier". L'Institut de la formation bancaire, créé en 1989 par les banques et établissements financiers algériens, vise la mise en commun de moyens pour réunir et fédérer les énergies et les compétences du secteur bancaire et financier à l'effet de mettre en place et de développer les formations professionnelles qui répondent aux exigences de la profession bancaire et ce dans le cadre des mutations du secteur et l'ouverture du capital de certaines banques.

R E.

14^e ÉDITION
DU SALON
INTERNATIONAL
DU TOURISME
**Plus de 180
exposants
attendus à
Oran**

La quatorzième édition du Salon international du tourisme, voyage et transport (SIAHA 2024) sera organisé, du 20 au 23 février prochain au Centre des conventions d'Oran "Mohamed Benahmed" à Oran, sous la tutelle du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a-t-on appris, dimanche, des organisateurs. Plus de 180 exposants de différents secteurs touristiques d'Algérie et de pays étrangers sont attendus pour prendre part à cette manifestation, à savoir la Tunisie, l'Egypte, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, l'Azerbaïdjan, la République Tchèque et la Russie, a indiqué à l'APS le directeur du Salon, Noureddine Daoudi. Prendront part à ce Salon des opérateurs qui activent dans diverses spécialités du secteur touristique, à savoir les agences de tourisme et de voyages, des sites de réservations des hôtels et des complexes hôteliers, des compagnies de navigation aérienne et maritime, des centres de divertissement, des écoles de formation, des établissements bancaires et des sociétés d'assurance, a expliqué M. Daoudi. Cette manifestation verra également la tenue du Salon "Equipeement tourisme", un rendez-vous qui constitue un événement international dédié aux équipements d'hôtellerie et de restauration, avec la participation de plus de 80 exposants nationaux et étrangers, ainsi que des fournisseurs des établissements d'hôtellerie et de restauration, selon les organisateurs. A la faveur de cette édition, un espace sera consacré au tourisme médical ou thérapeutique avec la participation d'agences et d'établissements spécialisés en la matière, un tourisme de plus en plus prisé, a-t-on indiqué. Des rencontres sont également prévues entre les hôteliers, les centrales de réservation et les agences de tourisme et de voyages pour la signature de contrats de partenariat en vue de promouvoir la destination touristique Algérie, outre l'organisation de conférences, lors de ce Salon international, qui traiteront de sujets de l'heure, tels que "le tourisme et la digitalisation", "l'accueil" et "Santé et soins".

R E.

TIZI- OUZOU

Des recommandations pour promouvoir la formation dans les métiers du tourisme

Des recommandations visant à promouvoir la formation dans les métiers du tourisme ont été émises à Tizi-Ouzou à l'issue de la rencontre nationale sur les métiers de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme sous le thème « vision moderne pour des perspectives prometteuses ». Les trois ateliers mis sur pied lors de cette rencontre organisée par le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle, ont émis une série de recommandations en vue de permettre un accompagnement et une prise en charge de l'entrepreneuriat dans le secteur du tourisme. Il s'agit, entre autres, pour le premier atelier, d'instaurer un accompagnement des entreprises du secteur pour recenser leur besoins en matières de formation de main œuvre et l'intégration de certaines nouvelles spécialités dans les programmes de la formation professionnelle. Le deuxième atelier a préconisé l'introduction d'un module entrepreneurial dans l'enseignement professionnel, la mise en place de mécanismes d'adaptation rapide aux besoins du marché et d'un cadre juridique pour l'accompagnement, et l'encadrement et l'intégration des porteurs de projets dans ce secteur. Le troisième atelier a recommandé le recours aux supports technologiques pour la promotion des métiers du tourisme, la création d'un guide numérique national ainsi qu'une base de données des professionnels du secteur. Le ministre de la formation et de l'enseignement professionnels, Yacine Merabi, a souligné à l'ouverture de cette rencontre, à laquelle ont pris part 300 participants de 13 wilayas, l'intérêt et l'importance accordés par l'Etat aux métiers du tourisme comme vecteur économique important pour le pays.

HUILE D'OLIVE

Prévision de production de plus de 4,5 millions de litres à Bouira

Une production de plus de 4,5 millions de litres d'huile d'olive est attendue cette saison (2023-2024) dans la wilaya de Bouira, selon les prévisions communiquées jeudi par la direction locale des services agricoles (DSA).

Pour les prévisions de cette saison (2023-2024), nous nous attendons à une légère hausse de production par rapport à la saison précédente ayant enregistré une production de 4,4 millions de litres d'huile d'olive", a déclaré à l'APS Mme. Salima Kerkoud, responsable aux services agricoles de la wilaya de Bouira. Pour la campagne oléicole, la même responsable a précisé qu'une superficie de plus de 26.000 hectares est en production sur une surface globale de 35.109, 40 ha d'oliviers. La récolte prévisionnelle d'olive pourra, quant à elle, enregistrer une production

de plus de 315.000 quintaux cette année à Bouira, selon Mme Kerkoud, qui a souligné, par ailleurs, que le déficit hydrique du essentiellement au manque de pluviométrie, a "lourdement" impacté certaines oliveraies de la wilaya de Bouira. Dans certaines oliveraies dans la région est de la wilaya de Bouira, comme à El Adjiba, M'Chedallah, les fruits se sont carrément desséchés sur l'arbre à cause d'un manque criard de précipitations. Le stress hydrique sévit depuis plus de quatre ans déjà, et la production oléicole a beaucoup régressé dans notre région", a estimé Mohamed, un oléiculteur d'El Adjiba.

Il y'a quelques années, la wilaya de Bouira produisait jusqu'à plus de 11 millions de litres d'huile d'olive par an. La baisse de production qui persiste depuis quelques années est à l'origine de la flambée des prix du litre de l'huile d'olive, qui se vend jusqu'à plus de 1000 dinars dans certaines huileries. "Le prix de l'huile ne cesse d'augmenter depuis quelques années, aujourd'hui le litre oscille entre 90 et 1000 dinars", a confié à l'APS Arezki, un propriétaire d'une huilerie à El Adjiba.

BISKRA

Production prévisionnelle de plus d'un million de litres d'huile d'olive

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Biskra prévoit une production de 1,08 millions de litres d'huile d'olive au terme de la campagne de cueillette lancée en octobre passé, apprend-on jeudi auprès de cette direction. Le chef du service des statistiques et comptes économiques agricoles de cette direction, Tarek Bensalah,

a précisé à l'APS que "la campagne de cueillette et trituration des olives se poursuit encore à travers la wilaya et devra permettre de produire près de 200.000 de litres d'huile d'olive de plus que durant la saison précédente qui avait connu la production de 845.000 litres d'huile". Pas moins de 72.000 quintaux d'olive destinés à la trituration devront permet-

tre l'extraction d'une production moyenne de 15 litres par quintal, selon la même source. Le déficit pluviométrique a eu "un impact relativement négatif sur la filière oléicole, notamment dans la région de Loutaya qui concentre d'importantes superficies réservées à la culture des oliviers dont les perturbations des opérations d'irrigation ont réduit à 12 litres le

rendement moyen du quintal", a-t-on ajouté. La direction des services agricoles recense plus de 16 millions d'oliviers répartis sur plusieurs localités de la wilaya dont les périmètres agricoles de Loutaya, d'Essarik à Zéribet El Oued, d'Ain Naga, d'El Houch et de Sidi Okba et la localité montagnaise d'Ain Zaatout, a-t-on conclu.

CHU DE CONSTANTINE

Lancement d'une opération de réhabilitation du service de chirurgie générale

Le service de chirurgie générale du centre hospitalo-universitaire CHU Benbadis de Constantine a bénéficié d'une opération de réhabilitation d'urgence qui sera lancée prochainement, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. « Le budget nécessaire pour la réalisation de cette opération a été mobilisé », a souligné la même source, précisant que le service en question a été fermé vu « l'état de dégradation

avancée dans lequel il fonctionnait ». Les soins assurés par ce service seront temporairement garantis par les établissements hospitaliers de Daksi Abdessalem, El Bir et Didouche Mourad, a-t-on fait savoir, indiquant qu'un plan d'action sera dès aujourd'hui arrêté de concert avec toutes les parties concernées pour ne pas perturber le processus de prise en charge des citoyens. Le programme des opérations chirurgicales prévu dans ce service restera inchangé,

a-t-on assuré, ajoutant que toutes les dispositions nécessaires seront prises pour permettre la concrétisation de ce programme dans les autres structures de santé mobilisées à cet effet. Pour rappel, le CHU de Constantine a bénéficié en 2023 d'un budget de 4,6 milliards de dinars destiné à la mise à niveau de plusieurs services se trouvant dans un état de dégradation comme le service de cardiologie, de pédiatrie et l'ORL et l'endocrinologie entre autres.

PORT D'ORAN /RÉFECTION ET DE CONFORTEMENT DU QUAI COMMERCIAL "DUNKERQUE"

Un appel d'offres sera bientôt lancé pour le choix de l'entreprise

Un appel d'offres sera bientôt lancé pour le choix de l'entreprise chargée des travaux de restauration et de confortement du quai commercial "Dunkerque" au port d'Oran, a-t-on appris, du conseiller du Président directeur général de l'Entreprise portuaire, Fasla Mahmoud Djaoued. Dans une déclaration à l'APS, M. Fasla a souligné que la Direction des Travaux publics lancera, au cours du premier trimestre de cette année, un appel d'offres

pour sélectionner une entreprise chargée de réaliser les travaux de restauration et de renforcement du quai commercial "Dunkerque" au port d'Oran, une fois les démarches administratives accomplies. Il a ajouté que les travaux de réfection de ce quai, qui s'étend sur 220 mètres linéaires, comprennent son extension vers la mer d'environ 3,5 mètres supplémentaires et une profondeur inférieure à 9 mètres, notant que la durée des travaux a été fixée à 8 mois au maximum.

La même source a fait savoir que l'étude est prête, sachant que le projet nécessite un budget de 900 millions DA, avec un financement mixte de la Direction des Travaux publics, qui prendra en charge les gros œuvres, et l'entreprise du port d'Oran qui prendra en charge les équipements, permettant ainsi au quai, une fois les travaux achevés, d'accueillir de gros navires ou deux navires de taille moyenne, simultanément, en plus d'offrir plus d'espace dans le port pour le déchargement des céréales, notamment,

ainsi que le chargement et le déchargement d'autres marchandises, a indiqué M. Fasla. Pour rappel, le port d'Oran a connu, ces dernières années, des travaux de restauration de plusieurs quais d'amarrage, comme le quai d'amarrage "Conakry" destiné aux navires à passagers, qui s'étend sur 250 mètres de longueur et 10 mètres de profondeur, et le quai "Sénégal", outre les travaux de renforcement du brise-lames principal du port d'Oran, qui s'étend sur une distance de 3 km.

PROPRES ET PAS CHÈRES

La déferlante des voitures électriques chinoises

La Chine va-t-elle déclencher une nouvelle vague de désindustrialisation dans les pays riches ? Environ un million de travailleurs américains de l'industrie manufacturière ont perdu leur emploi au profit de la concurrence chinoise entre 1997 et 2011, lorsque le pays s'est intégré au système commercial mondial et a commencé à exporter des produits bon marché à l'étranger. Ce "choc chinois" a depuis été tenu pour responsable de tous les maux, de l'augmentation du nombre de décès parmi les Américains de la classe ouvrière à l'élection de Donald Trump. Le rejet des attitudes libérales en matière de commerce explique également pourquoi les dirigeants politiques adoptent aujourd'hui des politiques industrielles.

Aujourd'hui, les constructeurs automobiles chinois connaissent une ascension fulgurante, ce qui alimente les craintes d'un nouveau choc désastreux. En réalité, les succès des voitures chinoises devraient être célébrés, et non redoutés. Plus fort que Tesla et le Japon tout entier. Il y a cinq ans à peine, la Chine exportait quatre fois moins de voitures que le Japon, qui était alors le premier exportateur mondial. La semaine dernière, l'industrie chinoise a déclaré avoir exporté plus de 5 millions de voitures en 2023, dépassant ainsi le total japonais. BYD, le plus grand constructeur automobile chinois, a vendu un demi-million de véhicules électriques (VE) au quatrième trimestre, laissant Tesla sur le carreau. Les véhicules électriques chinois sont si élégants, si rapides et, surtout, si bon marché, que la contrainte qui pèse aujourd'hui sur leur exportation est la rareté des navires qui les transportent.

Au fur et à mesure que le monde se décarbone, la demande va encore augmenter. D'ici 2030, la Chine pourrait doubler sa part du marché mondial, pour atteindre un tiers, mettant ainsi fin à la domination des champions nationaux de l'Occident, en particulier en Europe.

Industrie chinoise ultra-subsventionnée

Cette fois, il sera encore plus facile pour les responsables politiques de rejeter la responsabilité des pertes d'emplois occidentales sur la Chine. Un climat géopolitique glacial alimentera le sentiment que la production subventionnée met injustement les travailleurs occidentaux sur le carreau. Et des subventions, il y en a eu. Depuis le lancement de son programme "Made in China" en 2014, la Chine a effrontément ignoré les règles du commerce mondial en accordant de nombreux subsides à ses constructeurs automobiles. Il est difficile de déterminer avec précision la valeur des prêts à taux préférentiel, des injections de capitaux, des subventions à l'achat et des contrats publics dont bénéficient les entreprises chinoises. Mais selon une estimation, les dépenses publiques totales consacrées à l'industrie représentaient environ un tiers des ventes de véhicules électriques à la fin des années 2010. Ces subventions s'ajoutent au pillage de la technologie via les coentreprises avec les constructeurs automobiles occidentaux et les fabricants de batteries occidentaux et sud-coréens.



L'erreur du protectionnisme

Les responsables politiques des pays riches seront donc tentés de protéger leurs constructeurs automobiles contre les assauts de la concurrence soutenue par l'État. En octobre, la Commission européenne a ouvert une enquête sur les voitures chinoises. Le président Joe Biden envisagerait d'augmenter les droits de douane sur ces véhicules, même si les constructeurs automobiles américains, protégés par une taxe de 27,5 % et les aides de l'Inflation Reduction Act, sont actuellement peu confrontés à la concurrence chinoise. Pourtant, exclure les voitures chinoises serait une erreur. Les gains potentiels pour l'Occident d'un approvisionnement immédiat en véhicules verts et bon marché sont tout simplement énormes, et éclipsent le coût des perturbations et des dangers qui en découlent. L'une des raisons est que le marché de l'automobile va être bouleversé, indépendamment des échanges avec la Chine. En 2022, 16 à 18 % des nouvelles voitures vendues dans le monde étaient électriques ; en 2035, l'UE interdira la vente de nouvelles voitures équipées de moteurs thermiques. Bien que les entreprises conservent leurs ouvriers lorsqu'elles passent à la fabrication de VE, le processus est moins intensif en main-d'œuvre. De même que le premier choc chinois a été à l'origine de moins d'un cinquième du total des pertes d'emplois dans l'industrie manufacturière à l'époque – dont beaucoup étaient imputables à des avancées technologiques bienvenues – de même, il y a un risque de confondre les perturbations

causées par le passage aux VE avec celles causées par la production chinoise de ces véhicules.

Bon pour le portefeuille des consommateurs

Examinons ensuite les avantages qu'il y a à laisser circuler le commerce. Les véhicules font partie des achats les plus importants pour les gens, puisqu'ils représentent environ 7 % de la consommation américaine. Des voitures moins chères signifient plus d'argent à dépenser pour d'autres choses, à une époque où les salaires réels ont été comprimés par l'inflation. Les voitures chinoises ne sont pas seulement bon marché, elles sont aussi de meilleure qualité, notamment en ce qui concerne les fonctions intelligentes rendues possibles par la connectivité Internet. L'existence d'une industrie automobile ne détermine pas non plus la croissance économique d'un pays. Le Danemark a l'un des niveaux de vie les plus élevés au monde sans qu'il y ait de constructeur automobile à proprement parler. Alors même que les voitures sortent des chaînes de montage chinoises, l'économie est en panne, en partie parce qu'elle a été faussée par les subventions et le contrôle de l'État. Enfin, considérons les avantages pour l'environnement. Partout dans le monde, les responsables politiques réalisent à quel point il est difficile de demander aux consommateurs de passer au vert, alors que les politiques coûteuses de réduction des émissions sont de plus en plus contestées. De plus, les VE sont actuellement plus chers que les voitures thermiques (même si leurs coûts d'usage sont inférieurs). L'adop-

tion de voitures chinoises moins chères pourrait donc faciliter la transition vers le zéro émission nette. Le VE le moins cher vendu en Chine par BYD coûte environ 12 000 dollars (11 000 euros), contre 39 000 dollars (35 600 euros) pour la Tesla la moins chère aux États-Unis.

Stimulante concurrence pour les fabricants occidentaux

Quels sont les risques ? La menace que représentent les importations bon marché pour l'industrie est généralement exagérée. La leçon à tirer de l'essor des constructeurs automobiles japonais et sud-coréens dans les années 1980 est que la concurrence incite les entreprises locales à passer à la vitesse supérieure, tandis que les nouveaux venus finissent par rapprocher les unités de production des consommateurs. BYD ouvre déjà une usine en Hongrie et de nombreux constructeurs automobiles chinois recherchent des sites en Amérique du Nord. Pendant ce temps, des constructeurs comme Ford et Volkswagen font la course pour rattraper les entreprises chinoises. L'année dernière, Toyota a déclaré qu'une percée dans sa technologie "solid state" lui permettrait de réduire le poids et le coût de ses batteries. La sécurité nationale est une autre source d'inquiétude. Il serait risqué de dépendre entièrement de la Chine pour les batteries, dont l'importance pour les économies décarbonnées et électrifiées ira bien au-delà des voitures. Il est également possible que les VE, qui sont équipés de puces, de capteurs et de caméras, soient utilisés à des fins de surveillance. Mais tant que les présidents et les espions peuvent se déplacer dans des véhicules fabriqués en Occident ou par leurs alliés, il n'y a guère de raison de craindre les consommateurs équipés de véhicules chinois ; ils peuvent régler eux-mêmes les problèmes de protection de leur vie privée et les voitures fabriquées localement seront plus faciles à inspecter. Les décideurs politiques devraient donc refréner leurs instincts protectionnistes et ne s'inquiéter que dans le cas (improbable) où les constructeurs automobiles occidentaux implosaient complètement. Il n'est pas nécessaire de craindre qu'une part de marché importante pour les constructeurs automobiles chinois stimule une concurrence plus large. Si la Chine veut dépenser l'argent de ses contribuables pour subventionner les consommateurs mondiaux et accélérer la transition énergétique, la meilleure réaction est de s'en réjouir.

Source : THE ECONOMIST

TUNISIE-PRODUITS DE LA PÊCHE

La balance commerciale excédentaire de 286 MD

Selon des données de l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI), la balance commerciale des produits de la pêche a réalisé un excédent de 286 millions de dinars (MD) à fin novembre 2023. Cet excédent est en baisse de 26,3%, par rapport à celui réalisé à fin novembre 2022 (388 MD). Les exportations des produits de la pêche se sont établies à 32 mille tonnes d'une valeur de 712 MD, à fin novembre 2023, soit un repli de 6% en valeur et de 3% en quantité par rapport à la même période de 2022. L'ONAGRI a fait également, état d'une baisse de 0,3% des prix à l'exportation par rapport à novembre 2022 (22,3 D/KG). Les espèces les plus exportées sont les poissons (13,2 mille tonnes), les crustacés (9,2 mille tonnes), les conserves et les semi-conserves (7,2 mille tonnes).

ÉGYPTE

La banque des BRICS, NDB discute de coopération dans le domaine de l'électricité et des énergies renouvelables

L'Égypte est récemment devenue membre de la Nouvelle banque de développement, créée par l'alliance des BRICS en 2015, pour s'intégrer davantage aux efforts mondiaux visant à atteindre la croissance économique et le développement durable. Le ministre égyptien de l'Électricité et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Shaker a rencontré le 18 janvier, Vladimir Kazbekov, directeur adjoint de la Nouvelle banque de développement de l'alliance des BRICS, et sa délégation. La réunion a permis d'étudier les moyens de renforcer la coopération entre le secteur égyptien de l'électricité et des énergies renouvelables et la banque. Cité par Dailynewsegypt, M. Shaker a signalé que le gouvernement égyptien met en œuvre plusieurs réformes et politiques dans le secteur de l'électricité, en exposant la stratégie de l'État visant à accroître la part des énergies renouvelables dans le bouquet électrique à plus de 42 % d'ici à 2030. M.Kazbekov a quant à lui salué les réalisations du secteur égyptien de l'électricité et des énergies renouvelables, exprimant le souhait de la banque d'accroître les investissements dans le pays et de coopérer avec le secteur de l'électricité. Il a confirmé l'intérêt d'entités internationales pour l'investissement en Égypte, qu'il considère comme une porte d'entrée vers le reste du continent africain. Ces discussions interviennent alors que la République arabe vient de recevoir des demandes d'une valeur de plus de 6 milliards de dollars de la part d'investisseurs internationaux exprimant leur intérêt pour l'obtention de nouvelles licences dans des projets d'énergie renouvelable.

AVEC UNE HAUSSE DE 156% DES ARRIVÉES DE TOURISTES EN 2023

L'Arabie saoudite mène la reprise au Moyen-Orient

L'Arabie saoudite a enregistré une augmentation de 156% du nombre de touristes arrivant en 2023 par rapport à 2019, selon le rapport du Baromètre du tourisme mondial de l'ONU publié vendredi.

Le grand succès réalisé par le Royaume dans ce secteur a contribué à faire du Moyen-Orient le chef de file de la reprise mondiale du tourisme, de manière relative, puisqu'il est la seule région à avoir enregistré une croissance supérieure aux niveaux pré-pandémiques, attirant 122% de touristes de plus en 2023 qu'en 2019. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) de l'ONU a précisé que «Selon le premier Baromètre OMT du tourisme mondial de l'année, le tourisme international a terminé l'année 2023 à 88% des niveaux pré-pandémiques, avec un nombre d'arrivées internationales estimé à 1,3 milliard». «Les recettes provenant du tourisme international ont atteint 1400 milliards de dollars (1 dollar = 0,92 euro) en 2023 selon les estimations préliminaires, soit environ 93% des 1500 milliards de dollars générés par les destinations en 2019.» «Les estimations préliminaires de la contribution économique du tourisme, mesurée par le produit intérieur brut direct du tourisme, s'élèvent à 3300 milliards de dollars en 2023, soit 3% du PIB mondial. Cela indique une reprise de la croissance du PIB direct du tourisme

d'avant la pandémie grâce à un tourisme national et international vigoureux.»

Retour à la normale

Le Baromètre prévoit que le tourisme international devrait retrouver ses niveaux d'avant la pandémie au cours de cette année, «avec des estimations initiales indiquant une croissance de 2% au-dessus des niveaux de 2019», ajoutant qu'il «reste soumis au rythme de la reprise en Asie et à l'évolution des risques économiques et géopolitiques existants». Les rapports de l'OMT confirment que le secteur touristique du Royaume a contribué de manière considérable à la croissance mondiale, l'Arabie saoudite étant en tête du G20 pour le taux d'augmentation des arrivées de touristes en 2023. L'Arabie saoudite s'est classée au deuxième rang des destinations touristiques à la croissance la plus rapide au monde au cours des trois premiers trimestres de l'année dernière. Plusieurs destinations touristiques du Royaume ont enregistré une hausse du nombre de visiteurs en 2023 et le pays a atteint un nouveau record de dépenses de la part des visiteurs venant de l'étranger, selon les données publiées

par la Banque centrale saoudienne au début du mois. Ces données ont révélé que les recettes provenant du tourisme ont dépassé les 100 milliards de riyals saoudiens (1 riyal = 0,24 euro) pour les trois premiers trimestres de 2023. Les voyageurs sortants du Royaume ont dépensé 64,8 milliards de riyals de janvier à septembre, ce qui s'est traduit par un excédent de la balance des paiements pour le secteur du voyage, en hausse de 72% par rapport à la même période de 2022. En outre, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont connu un accroissement substantiel des arrivées de touristes internationaux, avec une croissance collective de 128,9% en 2023 par rapport à 2019. Le Qatar, en particulier, a atteint les taux de récupération les plus élevés du CCG, avec une augmentation de 190% des arrivées de touristes l'année dernière par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Le rapport souligne que le CCG s'attend à maintenir sa trajectoire ascendante en ce qui concerne les arrivées de touristes internationaux. Cette croissance est renforcée par les projets du Conseil visant à introduire un visa touristique unifié, ce qui facilitera davantage les voyages régionaux.

SELON LE MINISTRE QATARI DES FINANCES

La guerre à Gaza ralentira les économies du Moyen-Orient

La guerre à Gaza frappera les économies du Moyen-Orient si elle n'est pas résolue, et le conflit a besoin de toute urgence d'une solution non militaire, a déclaré le ministre des finances du Qatar à l'agence Reuters. Le Qatar, dont les médiateurs participent aux pourparlers sur la libération des otages israéliens par le Hamas, a également contribué à la médiation de plusieurs conflits régionaux, notamment en Afghanistan. "La solution consiste à rechercher une solution permanente au principal problème du Moyen-Orient, à savoir le problème palestinien [...]. Ce problème ne peut être réglé par des actions militaires", a déclaré Ali Al Kuwari, ministre des finances du Qatar, à Davos. "Si vous ne les résolvez pas à long terme, nous connaissons toujours des cycles de violence, des cycles de troubles, ce qui ralentira toujours la région", a-t-il déclaré en marge du Forum économique mondial (WEF) dans la station de montagne suisse. La guerre à Gaza a commencé après que les militants du Hamas ont envahi le sud d'Israël le 7 octobre, tuant 1 200 personnes et prenant 240 otages. Israël a répondu par un siège, des bombardements

et une invasion qui, selon les autorités sanitaires de Gaza, ont tué plus de 24 000 personnes. Les milices soutenues par l'Iran au Liban, en Irak et au Yémen ont également attaqué des cibles dans la région pour soutenir les Palestiniens. Le Qatar, premier exportateur de GNL, est également l'un des plus grands investisseurs mondiaux par l'intermédiaire de son fonds souverain QIA, et son évaluation des risques a des répercussions sur ses investissements. M. Kuwari a déclaré dans une interview que le Qatar afficherait à nouveau un excédent budgétaire cette année, bien que moins important, parce qu'il avait prévu un prix du pétrole très prudent de 60 dollars le baril. L'excédent serait plus important si les prix se maintenaient à leur niveau actuel de 78 dollars.

Objectif de 1 000 milliards de dollars

M. Kuwari s'attend à ce que le Qatar affiche encore un excédent budgétaire malgré une baisse attendue de 11 % des recettes et une augmentation de 1 % des dépenses. "Nous aimons toujours adopter un point de vue conservateur sur le prix du pé-

trole lorsqu'il s'agit de calculer les recettes", a déclaré M. Kuwari. Tout excédent est réparti entre le remboursement de la dette de l'État, les réserves de la banque centrale et la QIA, a déclaré M. Kuwari, qui est membre du conseil d'administration. Il a refusé de divulguer la manière dont l'argent est réparti ou la valeur des fonds gérés par l'AQI. Le Qatar a enregistré des recettes record grâce aux exportations de gaz en 2022, lorsque les prix mondiaux ont grimpé après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le Sovereign Wealth Institute estime que le Qatar a porté ses actifs sous gestion à 475 milliards de dollars au cours des dernières années. Interrogé sur la possibilité pour QIA de porter ce montant à 1 000 milliards de dollars, M. Kuwari a répondu que c'était le rôle du fonds d'accroître ses actifs. "Un billion, deux billions, voire trois billions, c'est mieux qu'un seul". Il a ajouté que QIA cherchait à investir dans des entreprises d'intelligence artificielle, ainsi que dans la technologie, les infrastructures et les produits pharmaceutiques, en particulier la biomédecine.

AFRIQUE

Les arrivées de touristes ont atteint 96% de leur niveau pré-pandémique en 2023

L'organisation onusienne s'attend à ce que le nombre de touristes internationaux dépasse légèrement son niveau pré-pandémique en 2024, grâce notamment à une reprise plus vigoureuse du secteur en Asie.

En Afrique, les arrivées de touristes internationaux ont atteint 96% de leur niveau d'avant pandémie de Covid-19 en 2023, a indiqué l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) dans un communiqué publié. Le continent est ainsi la deuxième région ayant enregistré le plus fort rebond de l'activité touristique durant l'année écoulée après la région du Moyen-Orient, où les arrivées de touristes ont dépassé de 22% leur niveau de 2019, dernière année avant la pandémie de Covid-19, a-t-on précisé de même source. En Europe, première destination touristique au monde, le nombre de touristes in-

ternationaux a atteint 94% de son niveau pré-pandémique contre 90% dans la région Amériques. La reprise a été plus faible dans la région Asie-Pacifique, où les arrivées de touristes internationaux se sont limitées à 65% de leur niveau de 2019. A l'échelle mondiale, le nombre total de touristes qui a voyagé à l'étranger s'est établi à 1,3 milliard en 2023, soit 44% de plus qu'en 2022. Ce chiffre équivaut à 88% du niveau de 2019. L'OMT a également indiqué que les recettes du tourisme ont atteint environ 1 400 milliards de dollars à l'échelle mon-

diale en 2023 contre 1 500 milliards en 2019. Pour 2024, l'agence onusienne basée à Madrid s'attend à ce que le nombre de touristes internationaux dépasse de 2% son niveau pré-pandémique en 2024, grâce notamment à une reprise plus vigoureuse du secteur en Asie. Cette prévision reste néanmoins tributaire de « l'évolution des risques économiques et géopolitiques », alors que « l'inflation persistante, les taux d'intérêt élevés, la volatilité des prix du pétrole pourraient continuer à influer sur les coûts du transport et de l'hébergement en cette année », prévient l'organisation.

GHANA

Assore renforce son contrôle sur la mine Ewoyaa, premier projet de lithium du pays

Partenaire du projet Ewoyaa depuis plusieurs années, le sud-africain Assore est le premier actionnaire d'Atlantic Lithium, propriétaire de cette future mine de lithium au Ghana. Le groupe en détient déjà plus de 25% des parts et vient de signer un accord pour augmenter cette participation. L'américain Piedmont Lithium a annoncé le 18 janvier la vente d'une partie des actions qu'elle détient dans Atlantic Lithium, propriétaire de la future mine de lithium Ewoyaa au Ghana. L'acheteur se trouve être une fi-

liale du sud-africain Assore, 1er actionnaire d'Atlantic Lithium. En rachetant 3,9% des actions d'Atlantic Lithium en circulation pour une contrepartie estimée à 7,8 millions USD, Assore détient désormais 28,4% du capital de la société australienne. Alors que la transaction permet à Piedmont de générer des liquidités pour renforcer son solde de trésorerie, elle pourrait aussi ouvrir la voie à nouvelle tentative de prise de contrôle d'Atlantic par Assore. En novembre dernier, le groupe sud-africain a en effet fait une of-

fre de 150 millions de livres sterling (190 millions USD) pour racheter toutes les actions Atlantic Lithium qu'elle ne détient pas encore. La proposition a été rejetée par le Conseil d'administration de la compagnie australienne. « Assore est déçu que le Conseil ait décidé de ne pas négocier pour permettre à ses actionnaires de bénéficier des avantages de l'offre proposée, qui aurait offert un prix attractif et la certitude d'une offre en numéraire entièrement financée par une partie dont la connaissance approfondie de l'en-

treprise et de l'industrie aurait permis une exécution rapide et certaine » a indiqué le groupe dans un communiqué. Pour rappel, le projet Ewoyaa est bien placé pour devenir la première mine de lithium du Ghana, avec un permis minier accordé en octobre 2023. Elle devrait générer 6,6 milliards USD de revenus sur sa durée de vie de 12 ans, selon l'étude de faisabilité. Piedmont Lithium cofinance les travaux de construction en échange d'un accès à la future production de la mine.

MADAGASCAR

Le président Rajoelina prévoit d'exporter jusqu'à 15 tonnes d'or par an

Madagascar a des ressources minérales immenses et variées, mais son secteur minier représente moins de 4 % du PIB. Avec l'adoption d'un nouveau code minier et la réforme du secteur aurifère achevée, le gouvernement se donne les moyens d'accroître la contribution des Mines à l'économie. Madagascar prévoit d'exporter légalement jusqu'à 15 tonnes d'or par an, pour des recettes pouvant atteindre 900 millions de dollars en devises dans les caisses publiques. C'est l'un des objectifs de la politique générale de l'État présentée en Conseil des ministres le mercredi 17 janvier par le président Andry Rajoelina, peu après sa réélection pour un deuxième mandat. « Pour y parvenir, une raffinerie d'or sera installée et pourra stabiliser la monnaie malagasy lorsque la balance commerciale de Madagascar sera équilibrée. Toutes les

mesures légales seront prises pour assurer la protection de ce secteur minier », précise le compte-rendu de la rencontre gouvernementale. Il faut souligner que les exportations d'or sont à nouveau autorisées sur la Grande Île depuis 2023, après plus de deux ans d'interruption. En 2020, les autorités avaient en effet imposé une suspension à cause des difficultés rencontrées pour rapatrier les devises générées par ces exportations. Au cours de la suspension, des mesures ont été prises pour régler le problème, avec le raccourcissement du délai de rapatriement des devises et la création d'un guichet unique, logé depuis novembre 2023 à proximité de l'aéroport international d'Ivato, dans la capitale malgache. Entre 2016 et 2020, les exportations malgaches d'or ont totalisé près de 11 tonnes, indiquait il y a quelques mois, le ministre des Mines Olivier Herindrainy Rakotoma-

lala, cité par la presse locale. Dans le pays, la production d'or est essentiellement artisanale et il est donc difficile d'évaluer le poids de l'or dans l'économie. Selon une estimation du ministère des Mines datant de 2015, environ 1 million de travailleurs sont actifs dans le secteur minier artisanal et à petite échelle, y compris l'exploitation artisanale d'or. Pour rappel, Madagascar exploite plusieurs produits miniers, y compris le cobalt, le nickel, le graphite et les sables minéraux. Le secteur extractif (dominé par les Mines) représentait 3,58 % du PIB, 1,07 % des recettes fiscales et 18,33 % des exportations totales du pays en 2020, selon le dernier rapport disponible de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Avec le nouveau code minier adopté l'année dernière et la réforme du secteur de l'or, le gouvernement veut améliorer ces chiffres.

MALI

Le chinois Ganfeng porte à 60 % ses intérêts dans la première mine de lithium Goulamina

Avec une entrée en production prévue au premier semestre 2024, Goulamina est bien placée pour devenir la première mine de lithium du Mali. La mine est déjà majoritairement détenue par le chinois Ganfeng Lithium qui cofinance les travaux de construction. L'australien Leo Lithium, opérateur de la future mine de lithium Goulamina au Mali, a annoncé le 19 janvier la signature d'un nouvel accord avec son partenaire de coentreprise Ganfeng Lithium. Cet accord permet au géant chinois d'acquérir 5 % d'intérêts supplémentaires dans Goulamina, portant ainsi sa participation dans le projet à 60 %. Notons que le montant de la transaction s'élève à 65 millions de dollars, payables en deux tranches par Ganfeng. Une fois la transaction bouclée, Leo Lithium détiendra les 40 % restants de la coentreprise. Selon Leo Lithium, les fonds obtenus auprès de Ganfeng serviront à effectuer un paiement en faveur du gouvernement malien, avec lequel des négociations sont menées depuis quelques mois. En septembre dernier, la compagnie australienne a en effet suspendu la négociation de ses actions en bourse, après avoir reçu une correspondance de Bamako en rapport avec les implications du nouveau code minier malien pour le projet Goulamina. « Les discussions en cours avec le gouvernement malien concernant la correspondance reçue ont progressé vers un règlement négocié potentiel qui, s'il est atteint, nécessiterait probablement un paiement de compensation au gouvernement malien. Les discussions étant en cours, incomplètes et confidentielles, la société n'est pas encore en mesure de fournir d'autres détails sur l'accord potentiel », indique le communiqué. Pour rappel, le précédent code minier prévoit une participation gratuite de 10 % pour l'État dans les projets miniers, avec la possibilité de la porter à 20 % maximum. La nouvelle loi, adoptée en août 2023, accorde en revanche une participation maximale de 30 % à l'État, avec 5 % en plus pour les investisseurs locaux. Plusieurs compagnies ont assuré que ce nouveau code ne s'appliquerait pas à leurs opérations, y compris Kodal Minerals qui pilote la future deuxième mine de lithium du Mali, Bougouni. L'entrée en production de Goulamina est prévue pour le premier semestre 2024, alors que celle de Bougouni est attendue d'ici la fin de l'année.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Les choses sérieuses commencent

A l'issue d'une semaine volatile, les principales places financières ont globalement perdu du terrain tandis que les banquiers centraux se sont attelés à freiner les ardeurs des opérateurs au sujet de l'imminence des baisses de taux. Le secteur des semi-conducteurs a néanmoins permis au Nasdaq 100 d'inscrire un nouveau record absolu, en attendant les publications des géants de la cote. La volatilité pourrait resurgir à tout moment en fonction des prochaines publications.

Tops / Flops de la semaine

Tops
Ceres Power (+25%) : Le développeur britannique de technologies d'énergie propre a signé un accord de collaboration et de licence de fabrication avec la société taïwanaise Delta Electronics, spécialisée dans les solutions de gestion thermique et d'énergie, pour produire des piles à électrolyse et à combustible à oxyde solide. L'accord devrait rapporter au moins 43 millions de livres sterling à Ceres, dont la moitié dès 2024, et des redevances supplémentaires, notamment sur la vente à des clients finaux par Delta. Pour rappel, les recettes du groupe britannique s'élevaient à 22,1 millions de livres en 2022.
Flutter (+23%) : Le géant irlandais des jeux d'argent et paris sportifs s'est orienté à la hausse après avoir dévoilé des gains de parts de marché, des marges plus élevées que prévues sur la marché américain et une hausse de 15% du chiffre d'affaires, au cours du dernier trimestre. Le marché n'a pas sanctionné les commentaires de la direction sur la croissance plus faible qu'attendu de son unité américaine Fanduel, en raison d'une série de résultats favorables aux joueurs. Pour rappel, Flutter est devenu le premier opérateur de paris en ligne à réaliser un bénéfice aux États-Unis depuis la levée de l'interdiction des paris sportifs en 2018.
BE Semiconductor (+12%), AMD (+11%), ASM International (+10%) : Les acteurs européens du secteur des semi-conducteurs sont bien orientés en cette fin de semaine. Ils profitent, entre autres, des résultats trimestriels meilleurs que prévu du géant taïwanais TSMC, et du relèvement des perspectives du fabricant américain de serveurs Super Micro Computer. BE Semiconductor bénéficie par ailleurs d'une publication du bureau d'analyse de Goldman Sachs, qui démarre le suivi du titre avec un objectif de cours à 165 €, contre 144 au moment où j'écris ces lignes.
OVH (+9%) : Le fournisseur de services d'hébergement a rassuré ses actionnaires. En amont de sa première journée investisseurs, le groupe a présenté son plan stratégique et ses nouveaux objectifs financiers à horizon 2026. Il table sur une croissance organique annuelle moyenne du chiffre d'affaires comprise entre 11% et 13% entre 2024 et 2026, une marge d'Ebitda autour de 39%, et un free cash flow positif.
Compagnie Financière Richemont (+6%) : Dans un environnement économique incertain, le groupe suisse de luxe a favorablement surpris le marché. Alors qu'elle avait déçu les investisseurs au cours des derniers mois, la maison mère de Cartier a dévoilé une performance meilleure qu'attendue aux États-Unis et en Chine au troisième trimestre de son exercice, avec des ventes en hausse de 4%. C'est le segment joaillerie qui a soutenu la hausse.

Flops
Plug Power (-27%) : Le spécialiste américain

des piles à hydrogène a dévissé après avoir annoncé une vente d'actions d'un milliard de dollars, dont le produit alimentera les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement du groupe. Confronté à des difficultés d'approvisionnement en l'hydrogène liquide en Amérique du Nord, la société avait déjà soulevé des doutes sur la continuité de l'exploitation en novembre dernier. Il y a une semaine, Susquehanna avait enfoncé le clou en abaissant sa recommandation d'achat à neutre et son objectif de cours sur le titre de 9 USD à 4.50 USD. Notons que l'action abandonne 44% depuis le 1er janvier.
Verbio (-20%) : Le fabricant allemand de biocarburants a réduit ses prévisions pour l'exercice en cours : il prévoit notamment un endettement net plus élevé (entre 145 et 175 millions d'euros) et un bénéfice d'exploitation moins important (entre 120 et 150 millions). Le groupe, qui fait face à une baisse du prix des biocarburants, à la concurrence croissante de l'Asie et à un manque d'attractivité des produits, a perdu 78% de sa valeur depuis ses plus hauts de 2022. Le groupe présentera ses résultats trimestriels le 8 février prochain.
Xpeng (-19%), Nio (-16%), Rivian Automotive (-14%), Lucid group (-13%), Vinfast Auto (-11%) : Les constructeurs de véhicules électriques sont tirés vers le bas par les mauvaises performances de Tesla en ce début d'année. Le groupe d'Elon Musk a été contraint d'abaisser de nouveau ses prix en Chine et vient de subir un revirement sévère chez Hertz : le loueur décide de se débarrasser de sa flotte Tesla, pour cause de coûts de réparation trop élevés. Le contexte économique global est aussi peu porteur pour le secteur, qui souffre d'un ralentissement d'adoption des modèles électriques. A la marge, le constructeur vietnamien Vinfast n'a pas atteint son objectif de vente pour l'année 2023 (avec moins de 35000 véhicules livrés contre 45 000 à 50 000 annoncés). Et Deutsche Bank a par ailleurs drastiquement revu à la baisse son objectif de cours sur Rivian, passant de 29 USD à 19.
Forvia (-17%) : L'équipementier français (ex-Faurecia), affaibli par l'inflation, la grève automobile aux États-Unis, des taux de change défavorables et un environnement économique peu favorable aux auxiliaires de l'automobile, pâtit d'un changement de recommandation de Deutsche Bank, qui a abaissé son objectif de cours sur le titre de 27 à 25 euros, tout en restant à l'achat. Le mois dernier, UBS avait initié la tendance en ramenant son objectif de cours de 23 à 20 euros.
Ocado Group (-15%) : Ocado Retail, la coentreprise d'Ocado Group et de Marks & Spencer a publié des revenus de vente en hausse de 7 % sur l'année, se targue d'une activité remarquable pendant les fêtes et dévoile des perspectives encourageantes pour l'exercice 2024. Mais le marché a sanctionné les déclarations du groupe, qui dit fonctionner à environ 75% de ses capacités et ne pas prévoir d'ouverture de nouveaux entrepôts robotisés au Royaume-Uni avant deux ou trois ans.

Matières premières
Energie : Les prix pétroliers s'offrent une petite hausse cette semaine mais restent bloqués sous la barre des 80 USD le baril. Les tensions ne faiblissent pas en mer Rouge, où les Etats-Unis mènent de nouvelles frappes contre les Houthis au Yémen. Sur le plan fondamental, le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie est plutôt pessimiste puisque l'Agence s'attend à un marché bien approvisionné cette année, surtout si l'OPEP+ maintient ses coupes de production. En revanche, l'AIE a une nouvelle fois augmenté ses prévisions de croissance de la demande mondiale, qui devrait progresser de 1,24 million de barils par jour (mbj) en 2024, une croissance qui marque le pas par rapport à 2023 (+2,25 mbj). . Au niveau des prix, le Brent s'échange autour de 78,50 USD tandis que le WTI se négocie autour de 73,60 USD. Du côté du gaz naturel, la référence européenne poursuit sa décline à 28

EUR/MWh pour le TTF de Rotterdam.
Métaux : L'ambiance ne s'améliore pas du côté des métaux industriels, qui prolongent leur séquence baissière. La tonne de cuivre tombe à pratiquement 8200 USD à Londres, l'aluminium cède du terrain à 2130 USD tandis que le zinc prolonge sa baisse à 2440 USD. Il faut dire que les dernières économiques chinoises restent mitigées. La croissance annuelle de son PIB a atteint 5,2% en 2023, alors que les économistes attendaient un peu mieux. L'or aussi cède un peu de terrain, lesté par le rebond des rendements obligataires. L'once d'or s'échange autour de 2035 USD. Produits agricoles : Le Département américain de l'Agriculture a revu à la hausse ses estimations de production de maïs aux États-Unis, ce qui a pesé sur son cours, qui sombre vers un nouveau prix plancher. Le boisseau de maïs se négocie autour de 445 cents. Même dynamique pour le blé, qui repasse sous la barre des 600 cents.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 19 Janvier 2024 Valeur : 23 Janvier 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3194	134.3344
1	EUR	EURO		146.0992	146.1693
1	GBP	POUND STERLING		170.2832	170.3670
100	JPY	JAPANESE YEN		90.6094	90.6379
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6728	18.6755
1	CHF	SWISS FRANC		154.6924	154.7810
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.5696	99.6103
1	DKK	DANISH KRONE		19.5938	19.5988
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8148	12.8199
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7780	12.7830
1	AED	UAE DIRHAM		36.5654	36.5795
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8109	35.8187
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1019	436.4340
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9166	43.3480
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4455	13.4470
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8203	27.9624
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5366	3.5370
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.8126	178.8126

BOURSE DE PARIS

Le CAC perd plus de 1,2% sur la semaine

Les doutes des investisseurs sur les futures baisses de taux des grandes banques centrales dictent toujours la tendance. Sur la semaine, le CAC 40 perd plus de 1,2%. La tendance à la Bourse de Paris reste fébrile. Le CAC 40 baisse de 0,4% à la clôture vendredi soir, sous les 7.400 points à 7.371,64 points. En rythme hebdomadaire, l'indice phare de la Bourse de Paris cède donc 1,25%, et ce en dépit d'un gain de

1,1% jeudi. La progression des marchés reste tributaire des doutes des investisseurs sur les futures baisses de taux des grandes banques centrales. Et ce n'est pas les statistiques publiées ce jour aux États-Unis qui vont pousser la Réserve fédérale américaine à baisser ses taux dès le mois de mars.
- CREDIT AGRICOLE : Cette banque française sur laquelle les analystes de Morgan Stanley misent en Bour

- 2CRSI : Profitant de l'essor de l'IA, le fabricant de serveurs informatiques 2CRSi flambe en Bourse
- LISI : Peugeot Invest vend 4% de ses parts dans Lisi, qui chute en Bourse
- TELEPERFORMANCE : Stifel juge que l'action Teleperformance a atteint le creux de la vague
On peut citer le moral des investisseurs américains qui est au beau fixe, à tel point qu'il est au plus haut depuis

juillet 2021, selon l'indice de confiance du consommateur américain compilé par l'Université du Michigan. Il ressort ainsi à 78,8 en janvier, contre 70 points attendus et après 69,7 en décembre. Les rendements des obligations ont donc continué leur ascension à la lueur de cette statistique qui écarte une nouvelle fois la possibilité d'une action à la baisse de la Fed sur les taux directeurs. Le rendement du 10 ans américain progresse en direc-

tion des 4,20% à 4,17%. Désormais, le marché attribue une probabilité d'une baisse de taux de la part de la Réserve fédérale américaine (Fed) dès mars à 52% contre 90% environ en décembre, selon l'outil FedWatch du CME Group. En Europe, ces mêmes craintes se reflètent aussi sur les rendements obligataires, le rendement du 10 ans allemand se négocie à 2,30% et celui de la dette française de même échéance évolue à 2,82%.

ROYAUME-UNI

Tata Steel ferme les derniers hauts-fourneaux du pays

Bonne nouvelle : le site industriel le plus polluant du Royaume-Uni va fermer, réduisant de 1,5 % les émissions de CO2 de l'ensemble du pays. Mauvaise nouvelle : cela se fait au prix de 2 800 suppressions d'emplois et de la fin de la capacité du Royaume-Uni à produire de l'acier directement à partir de minerai de fer.

Le groupe indien Tata Steel a annoncé la fermeture de ses deux hauts-fourneaux de Port Talbot, au pays de Galles. Sa motivation est à la fois financière et environnementale. Le site perd actuellement près de 1 million de livres (1,16 million d'euros) par jour. Tata rappelle qu'il a investi 5 milliards de livres dans ces installations et l'ensemble de sa filiale britannique depuis son acquisition en 2007. Dans le même temps, l'empreinte carbone du site – autour de 6 millions de tonnes de CO2 par an –, qui fonctionne encore au coke, un dérivé de charbon, nécessite un changement de technologie. Tata annonce qu'il va donc fermer un premier



haut-fourneau, à la mi-2024, et un second à la fin de la même année. A la

place, il va construire un fourneau fonctionnant avec un « arc électrique », qui produira de l'acier à partir de 2027. Il va pour cela investir 1,25 milliard de livres : 750 millions de livres de sa poche, auquel le gouvernement britannique ajoute 500 millions de livres. L'entreprise a rejeté la proposition des syndicats de conserver l'un des deux hauts-fourneaux en fonctionnement jusqu'en 2032, estimant que le coût était trop important. La construction de la nouvelle installation est par ailleurs plus simple et moins chère si l'ensemble du lieu est fermé. Avec la nouvelle technologie, les émissions de CO2 du site vont baisser de 85 %.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Appel à la grève générale dans l'industrie du nickel

Le principal syndicat des travailleurs de l'industrie en Nouvelle-Calédonie appelle à une grève générale dans les trois usines de raffinage de nickel de l'île le 25 janvier. Les trois sites industriels sont au bord de la faillite, mais l'État français comme les actionnaires privés rechignent à investir alors que le secteur du nickel représente un emploi privé sur quatre en Nouvelle-Calédonie. En théorie, le nickel est un métal d'avenir : c'est un composant essentiel pour fabriquer des batteries électriques à l'heure où toute l'industrie automobile se prépare à en finir avec les moteurs thermiques. En théorie seulement, car la production ces dernières années a explosé, notamment en Indonésie et désormais l'offre dépasse lar-

gement la demande. Résultat : le cours du nickel a perdu 45 % en 2023. Or, le nickel produit en Nouvelle-Calédonie est tout sauf bon marché, la faute à une électricité chère et capricieuse, à des permis d'exploitation difficile à obtenir. Dans cette configuration, les actionnaires privés des trois

usines calédoniennes rechignent à investir davantage, le groupe minier suisse Glencore menace même de se retirer purement et simplement. L'État estime les besoins pour relancer les trois sites industriels à 1,5 milliard d'euros, mais en visite sur l'île en novembre dernier, Bruno Le Maire, le ministre de l'Écono-

mie, avait prévenu : « L'État ne fera pas de chèque ». L'État, malgré tout, va mettre de l'argent sur la table, joue les médiateurs. Et Bercy négocie depuis des semaines avec les entreprises métallurgiques pour qu'elles aussi acceptent de contribuer en échanges de réformes structurelles

INDE

Narendra Modi surfe sur la révolution numérique

La carte d'identité biométrique a bouleversé le fonctionnement d'une administration réputée bureaucratique et permis aux classes moyennes et populaires d'ouvrir des comptes en banque. Passer d'un bureau à un autre pour récupérer un document indispensable pour en obtenir un deuxième. Faire une queue interminable au guichet pour espérer monter à bord d'un train. Parcourir la ville à la recherche d'un distributeur de billets qui fonctionne. Des scènes familières vécues par tous les Indiens - et des touristes qui,

selon la célèbre formule, perdent ici leur patience ou la trouvent, s'ils étaient impatients. Ce cliché tenace en Inde est en train de s'estomper grâce au programme Aadhaar (« fondation », en hindi). Lancé il y a dix ans, il a doté 95 % des Indiens d'une carte d'identité numérique qui leur simplifie l'accès aux services administratifs et bancaires. Une réussite pour le Premier ministre, Narendra Modi, élu en 2014, qui a voulu une « digital India » afin de remplacer la légendaire bureaucratie indienne.

Le succès s'explique d'abord par son caractère pratique. « Avant sa création, on utilisait notre carte électorale ou notre carte de rationnement selon les circonstances pour prouver notre identité, se souvient Divya Shastri, 42 ans, habitante de Bangalore employée dans la technologie informatique. Le passeport était réservé aux plus éduqués et aux urbains. » Grâce à la biométrie, la carte unique d'identité Aadhaar associe chaque citoyen à un numéro au sein d'une base de données et fait gagner un temps précieux.

SERBIE

Aleksandar Vucic annonce des investissements massifs d'ici 2027

Le président serbe Aleksandar Vucic a promis samedi des milliards d'euros d'investissements pour son pays d'ici 2027, un mois après sa victoire aux élections, toujours contestée par l'opposition qui a saisi la Cour constitutionnelle. « Nous avons travaillé des mois durant pour élaborer ce plan qui évoque ce que nous allons faire pour la Serbie au cours des quatre années à venir », a déclaré Aleksandar Vucic dans une adresse d'environ deux heures à la télévision d'Etat (RTS). Pour réaliser ces ambitions, la Serbie aura besoin de « maintenir la paix » et d'envoyer un message clair qu'elle « reste sur sa voie européenne » visant à rejoindre

le terme l'UE, a précisé Aleksandar Vucic. Ce plan, baptisé « Un saut vers l'avenir 2027 », prévoit des investissements dans les infrastructures, dans la construction de centaines de kilomètres d'autoroutes, de voies ferrées, d'écoles, de crèches et d'hôpitaux mais aussi dans les mines où la Serbie est, a-t-il dit, « le plus à la traîne ». Le plan dont il a n'a pas précisé le mode de financement reprend aussi des projets déjà annoncés dans le passé, comme la gare d'autocars de Belgrade ou un nouvel hôpital pour enfants. « Le PIB, si nous faisons tout ce que nous avons prévu, passera en 2027 des 33 milliards d'euros actuels à 92,7 milliards

d'euros et le salaire moyen des 836 euros actuels à 1.400 euros », a affirmé Aleksandar Vucic. « En ce qui concerne le lithium, la décision revient au futur gouvernement, personnellement je suis pour », a-t-il dit, réitérant sa position favorable à l'exploitation du sous-sol pour extraire ce minerai, utilisé dans les batteries. Une filiale du géant minier anglo-australien Rio Tinto a déposé en novembre quatre plaintes contre le gouvernement serbe pour avoir suspendu en janvier 2022 un projet très controversé d'exploitation de lithium. Il s'agit d'exploiter une des plus importantes réserves de lithium d'Europe, si-

tuée dans l'ouest de la Serbie. La décision du gouvernement a fait suite à des semaines de protestation. Le Première ministre sortante Ana Brnabic est également intervenue pour souligner la croissance « exponentielle du secteur de l'informatique » et assurer que la Serbie était prête à affronter le défi de l'intelligence artificielle (IA). L'opposition serbe conteste l'issue des élections du 17 décembre remportées par le parti au pouvoir (SNS, droite nationaliste). Elle a saisi jeudi la Cour constitutionnelle pour faire annuler le résultat, a indiqué à l'AFP une responsable de l'opposition. L'opposition évoque des fraudes et des achats de voix.

FRANCE

Société Générale s'apprête à supprimer des centaines de postes

Le groupe bancaire envisage de supprimer plus de 500 postes en France dans le cadre d'un plan de réduction des coûts.

Le groupe bancaire Société Générale envisage de supprimer plus de 500 postes en France, dans le cadre d'un plan de réduction des coûts lancé par le nouveau directeur général Slawomir Krupa, indique vendredi l'agence Bloomberg, citant des sources proches du dossier. Contactée par l'AFP, la direction n'a fait aucun commentaire.

Le groupe emploie quelque 56.000 personnes en France, sur 117.500 dans le monde, selon son document de référence.

Slawomir Krupa a annoncé en septembre un nouveau plan stratégique comprenant "des économies brutes de coûts d'environ 1,7 milliard d'euros à horizon 2026". En France, le groupe a en particulier fusionné Société Générale et les banques du groupe Crédit du Nord sous l'enseigne SG, visant "une plus grande efficacité du réseau de détail", avec "une base de coûts réduite".

L'annonce des suppressions de postes est attendue "dans les prochaines semaines", selon Bloomberg. Société Générale doit annoncer ses résultats 2023 le 8 février.

OPEL GRANDLAND
2024

On a débusqué
la seconde
génération du
SUV

Techniquement parlant, ce nouvel Opel Grandland procède du Peugeot 3008 et à ce titre repose sur la plate-forme STLA Medium EV du groupe Stellantis, cette dernière lui permet de proposer des architectures traction avant ou transmission intégrale en disposant d'une machine électrique sur chaque essieu. Selon toute vraisemblance, l'Opel Grandland articulera sa gamme autour d'un moteur à trois cylindres essence 1.2 PureTech microhybridé fort de 136 ch, d'une variante PHEV de 195 ch capable de rouler 80 km en mode électrique et de propositions 100% électrique de 210 ch à 320 ch. Ces dernières devraient offrir jusqu'à 700 km d'autonomie.

En revanche, à bord, l'Opel Grandland ne bénéficiera pas du grand écran panoramique et de l'iCockpit du Peugeot qui resteront l'apanage de la marque au lion. Le SUV allemand associera quant à lui deux écrans juxtaposés. Question style, l'Opel Grandland arborera le nouveau Vizor avec une calandre transparence remplaçant l'élément noir des réalisations actuelles. A l'arrière un bandeau lumineux traversera le hayon. Des éléments cosmétiques annoncés par le concept car Opel Experimental présenté en septembre 2023 au salon de la mobilité IAA de Munich.

L'OPEL FRONTERA D'ABORD

Les débuts officiels de l'Opel Grandland sont prévus pour la fin de 2024. Mais avant lui, ce sera son petit frère, le remplaçant de l'Opel Crossland, lequel pourrait porter le patronyme d'Opel Frontera qui entrera en scène. Il partagera sa base technique avec la seconde génération de Citroën C3 Aircross et tout comme son cousin chevronné, l'Opel « Frontera » devrait proposer jusqu'à 7 places. Une capacité d'accueil qui ne sera pas d'actualité pour le Grandland.

NOUVEAU WESTFALIA KELSEY SUR FORD TOURNEO CUSTOM

Un van compact séduisant
pour 4 occupants

Dévoilé en début de semaine au Messe CMT à Stuttgart, le nouveau Westfalia Kelsey a tout pour plaire. Il affiche un look séduisant grâce au nouveau porteur Ford Custom. A l'intérieur, ce van aménagé à toit levable s'occupe bien du confort de ses occupants.

Les avis sont unanimes ! Le design du nouveau Ford Tourneo Custom est particulièrement réussi. Avec un tel pedigree de départ, le Westfalia Kelsey ne peut être que séduisant. Et c'est le cas ! Avec 5,45 m de long pour 2,28 m de large et 2,04 m de hauteur, il entre dans la catégorie des véhicules de loisirs compacts. Même s'il a pris de l'embonpoint par rapport au Kelsey précédent. Résultat ?

Jolie base de départ

De l'espace en plus à l'intérieur. Il est disponible à la commande avec la motorisation 2.0 EcoBlue de 136 ch assortie d'une boîte manuelle (69 890 €) ou automatique (+2100 €) ou bien en version 170 ch (75 390 €) avec boîte auto 6 vitesses. Autant dire tout de suite que la motorisation 136 ch est amplement suffisante.

Une belle palette d'équipements de série

Les vans Westfalia sont tout sauf des modèles "économiques". Ce sont des véhicules assez haut de gamme et ils l'assument complètement. En toute logique, les bases de départs ont des équipements de série à la hauteur de la réputation de la marque, propriété du groupe Rapido. Le Kelsey ne fait pas exception à la règle "maison". Aussi, il est pourvu, entre autres équipements, d'une caméra de recul, d'un pack assistance de conduite très complet,



de sièges avant à réglage lombaires, de rétroviseurs chauffant et rabattables électriquement, d'un écran de 13", d'un système audio 2-Radio FM/DAB à 10 haut-parleurs avec commandes au volant (et vocale), Bluetooth, prise USB et compatibilité Android Auto et Apple Car Play.

Un pack Kelsey incontournable

Le pack Kelsey, facturé 1990 €, est en fait obligatoire, sans quoi le van serait véritablement incomplet. On le comprend rapidement quand on détaille la liste des éléments inclus dans le pack. On y trouve la banquette électrique, la batterie cellule AGM, le chauffe-eau pour la douche et l'évier, la double porte latérale coulissante et le Camper Pack avec l'intégration dans le hayon arrière de deux sièges de camping, d'une table sur quatre pieds et d'un store occultant. D'autres équipements encore font partie

de ce pack qui est en fait un passage obligé... qui ne dit pas son nom.

Un vrai van quatre places

S'échapper à quatre personnes le temps d'un week-end ou pour de longues vacances, est tout à fait possible à bord de ce modèle. Le Kelsey arbore certes quatre places carte grise. Mais, et c'est là l'essentiel, les différents espaces de vie sont véritablement conçus pour quatre. Cela se vérifie avec la dinette avant. En faisant pivoter les sièges cabine, on obtient bien, avec la banquette, quatre places autour de la table de bonnes dimensions. Et cela se confirme aussi quand il s'agit de dormir. Le lit haut intégré dans le toit levable mesure 1,28 m de large pour 2,07 m de long : des valeurs rares pour ce type de couchage. En bas, le lit est un peu plus étroit (1,24 X 1,93m). Mais le nouveau Kelsey a dans son jeu un atout majeur. Le lit banquette se déploie

(et se replie) automatiquement grâce à l'action d'une motorisation électrique. C'en est fini des manipulations. Quel confort !

Vive l'autonomie... limitée malgré tout !

Avec ses WC fixes, sa douche, son chauffage et chauffe-eau, le Kelsey propose ni plus ni moins d'être autonome. C'est un argument qui fait mouche la plupart du temps. Même si l'on sait, par expérience, que les possesseurs de ce type de véhicules font volontiers étape dans les campings. Profiter d'une longue douche chaude est un "luxe" que ne peuvent offrir les vans. Pas plus d'ailleurs que la plupart des camping-cars. La réserve de 50 litres d'eau propre (idem pour les eaux usées) ne permet pas une autonomie sur plusieurs jours. Sur-tout si l'on voyage à quatre.

Il peut remplacer la voiture

Le Kelsey n'est pas donné, certes, mais il peut remplacer aisément votre voiture au quotidien. Certes, il est bien plus imposant qu'une petite citadine. Mais pas tellement plus qu'un gros SUV. Ramassé, discret et chic, il sera aussi bien à son aise en ville que sur routes ou autoroutes. Disposant de beaucoup d'aides à la conduite, sa prise en main se fait de plus facilement. Enfin, il offre des potentialités de découvertes, de vacances nomades que seul un van aménagé apporte sur un plateau !

Renault Grand Kangoo

Presque 3 ans après la sortie du Kangoo de troisième génération, Renault présente sa version rallongée : le Grand Kangoo. Avec 43 cm de plus que le court, il propose 7 vraies places, une modularité rare, et un volume imbattable. Il avait déjà fallu être patient avant de voir arriver la troisième génération de Kangoo, la précédente ayant eu une durée de vie extraordinaire de près de 14 ans ! En 2021, il est enfin présenté, en version "courte". Et il a fallu attendre encore presque 3 ans avant que la marque au losange présente enfin la version "longue" de son Kangoo 3 : le "Grand Kangoo". Comme sur la précédente génération, les dimensions sont évidemment plus généreuses, ce qui permet de caser 7 passagers ou beaucoup, beaucoup de bagages. En effet, avec une longueur accrue de 43 cm, soit 4,91 m désormais, il mesure même 23 cm de plus que l'ancien Grand Kangoo, et 19 de plus que l'actuel Espace. Énorme. Autant dire qu'à bord, l'espace est royal. Tous les sièges arrière sont coulissants, rabattables en tablette

ou en portefeuille, et extractibles. Le volume de coffre est de 500 litres en configuration 7 places, ce qu'aucun concurrent ne peut offrir (Peugeot Rifter long, Citroën Berlingo XL...). En 5 places, on monte à 1 340 litres, et si on retire tous les sièges et qu'on rabat le siège passager avant, on dispose alors de 3 750 litres, une véritable soute ! Et un aménagement qui nous rappelle vraiment les anciens Espace. Les vrais, pas la dernière mouture qui est un Austral rallongé, ni même l'avant-dernière qui s'était déjà muée en gros crossover... Côté moteur on trouve un diesel 1.5 dCi 95 ch, une version e-Tech 100 % électrique de 122 ch et batterie de 45 kWh (265 km d'autonomie), et enfin un 4 cylindres essence 1.3 TCe 130 ch, disponible en boîte mécanique ou en boîte manuelle pilotée à double embrayage EDC, c'est la version que nous avons à l'essai aujourd'hui. Vous trouverez ci-dessus les premières images de notre essai, réalisées en région parisienne. La neige a un peu tenu, ça fera de jolies images...



Confortable, mais moins maniable et assez gourmand

Le Grand Kangoo a donné des impressions proches de celles du court. Il est très confortable de suspension, absorbant efficacement les bosses et dos-d'âne. Il est également très bien insonorisé, bien aidé par la discrétion naturelle du 1.3 TCe dont il est équipé sur notre monture d'essai. La boîte EDC qui se charge de transmettre ses 130 ch aux roues

avant est douce dans son fonctionnement, sans à-coups sauf à petite vitesse dans les embouteillages. Mais elle n'est pas hyper réactive. Elle laisse le Kangoo évoluer en roue libre lorsque l'on relève le pied de l'accélérateur, afin de gagner quelques centilitres de carburant. Et il y en a bien besoin, car ce beau bébé se montre soiffard. Handicapé par son gabarit et sa surface frontale, il engloutit au minimum 7,5 litres au 100, sur route, mais pas loin de 10 litres en mixte, en ayant fait de l'autoroute et de la ville. C'est

beaucoup. Et si la direction possède une consistance agréable, l'allongement de l'empattement de 38 cm par rapport au modèle court entraîne une maniabilité réduite et un diamètre de braquage qui est sensiblement plus grand, rendant les manœuvres plus difficiles. En termes de comportement, le Grand Kangoo ne démerite pas. Il n'est pas vraiment dynamique, non, mais se laisse mener dynamiquement sans trop broncher. Ses performances sont correctes mais les 130 ch font plus penser à des poneys. Ce ne sont pas eux qui mettront à mal la motricité ni les capacités du freinage. Quant à la caisse, elle prend un peu de roulis, mais pas autant que l'on pourrait imaginer vu la hauteur de caisse et la souplesse de la suspension. Au global, c'est un ludospace plutôt tranquille, surtout confortable et qui permet de rouler loin sans fatigue. Il est en tout cas sans surprise bien meilleur que la précédente génération, et globalement plus homogène que les Berlingo et Rifter.

DIVORCE EN VUE ? Huawei va rendre incompatible HarmonyOS avec les applications Android

D'ici la fin d'année 2024, Huawei devrait se mettre encore un peu plus à la marge du marché occidental : la nouvelle version Xinghe d'HarmonyOS Next ne devrait en effet plus prendre en charge les applications Android. L'entreprise chinoise Huawei, épinglée par les USA pour collusion avec le régime communiste chinois, ne profite plus d'Android depuis 2019. Face à ce constat, le constructeur a décidé de lancer sa propre OS, Harmony, présente sur tous les smartphones proposés par l'entreprise. Aujourd'hui, Huawei semble vouloir aller encore plus loin, en arrêtant de prendre en charge les applications Google Android, et ce, d'ici la fin d'année 2024.

HarmonyOS Next sera l'avenir de Huawei en Chine

C'est désormais officiel : Huawei va bientôt lancer un programme bêta destiné avant tout aux développeurs pour sa version Xinghe d'Harmony OS Next. Prévue entre avril et juin, cette nouvelle version devrait ensuite être mise en service auprès de tous les utilisateurs Huawei d'ici la fin d'année. Histoire de coller à cette nouvelle annonce, le constructeur chinois a par ailleurs pu organiser un événement dédié afin de dévoiler auprès de tous les développeurs sa version Preview d'HarmonyOS Next. Si HarmonyOS représentait déjà l'amorce du divorce entre Huawei et les services occidentaux (l'entreprise chinoise ayant lancé HarmonyOS en catastrophe suite à l'embargo du gouvernement américain sur Android), HarmonyOS Next ne fait que confirmer la distance prise par le constructeur. En effet, cette nouvelle version prend uniquement en charge le noyau Harmony et les applications chinoises dédiées : autrement dit, toutes les applications Google Android devraient être complètement bannies des smartphones de la firme.

Une stratégie d'indépendance complètement supportée par le constructeur

Si toutes les applications Android seront donc désormais inaccessibles sur les appareils Huawei, il sera cependant nécessaire d'offrir à ses utilisateurs une sorte d'alternative, une offre suffisamment pléthorique pour convaincre sur le long terme. Pour rassurer, Huawei fait ainsi la guerre des chiffres : selon la firme, déjà 200 applications natives à Harmony ont déjà été développées, et elle espère que plus de 5 000 seront opérationnelles d'ici la fin d'année 2024. Mais comment atteindre un aussi gros chiffre sur la période ? Huawei fait le choix du quantitatif : l'entreprise chinoise collabore ainsi avec des entreprises, universités et institutions du pays afin de former plus de 100 000 développeurs Harmony chaque mois. Autrement dit, plus d'un million de développeurs spécialisés dans l'OS de Huawei devraient être effectifs d'ici la fin d'année. Pour appuyer cette décision, 1,33 milliard de dollars seront investis par l'entreprise afin de promouvoir ses applications natives, mais aussi ses services de cloud & kits de développement logiciel. Malgré ces projets massifs, Huawei maintient par ailleurs en parallèle que ces accusations de collusion avec le régime chinois sont erronées, et que l'inscription sur liste noire de l'entreprise est motivée par des raisons politiques.

LE PENTAGONE, BIENTÔT AUTONOME EN ÉNERGIE

Des panneaux solaires installés sur l'un des plus grands bâtiments au monde

Le Pentagone (Washington) se met au vert ! Au menu, l'installation de panneaux solaires sur toute la superficie son toit. Le Département de la défense américain se soucierait-il de son empreinte carbone ?



Le Département de la Défense des États-Unis a annoncé vouloir installer des panneaux solaires sur le toit du Pentagone. Même si le projet n'a pas pour vocation de concurrencer la plus grande ferme solaire au monde, l'initiative est inédite. Celle-ci s'inscrit dans le cadre du plan du gouvernement Biden, qui projette de « rétablir le gouvernement fédéral comme leader en matière de durabilité ».

Le Pentagone, bientôt autonome en énergie

Même si le Pentagone ne peut pas rivaliser en termes de taille avec le New Global Center à Chendgu, en Chine (1,7 million de m2, soit la superficie de 238 terrains de football), ses 610 000 m2 n'ont tout de

même pas à rougir. En plus des panneaux photovoltaïques, une pompe à chaleur ainsi que des panneaux solaires thermiques sont également prévus à l'installation. Objectif : zéro émission nette ! Ces dispositifs permettront de réduire de 95 % l'énergie que réclame le bâtiment pour son chauffage et pour l'eau chaude, actuellement assurés par le pétrole et le gaz naturel. Selon les calculs, cela permettra potentiellement d'économiser plus de 7 millions de kWh d'électricité et de 135 213 terajoules de gaz naturel annuellement. La facture énergétique serait alors réduite de 1,36 millions de dollars. Le projet du Pentagone fait partie d'une liste de 31 installations fédérales du programme AFFECT (Assisting Federal Facilities with Energy Conservation

Technologies) du Département de l'Énergie des États-Unis.

Un financement fédéral pour la durabilité

Elles bénéficieront toutes d'une enveloppe de subventions de 104 millions de dollars. Ces subventions sont l'équivalent du premier versement sur un total de 250 millions de dollars alloués au programme, promulgué par la Loi sur l'Infrastructure Bipartite (Infrastructure Investment and Jobs Act) adoptée au USA en 2021. L'objectif de cette dernière est de financer la modernisation des infrastructures du pays. D'autres projets plutôt bien pensés sont également en route, comme l'application d'un film photovoltaïque sur les fenêtres orientées au sud du Département des Transports. La modernisation d'une surface vitrée d'une superficie totale de 7 989 m2 d'un des bâtiments du Département de l'Énergie est aussi dans les tiroirs : ces vieux vitrages datant des années 1960 seront remplacés par des doubles vitrages basse émissivité. D'autres bâtiments feront aussi peau neuve, comme ceux du Commerce et des Transports. Il n'y a pas de doute, le gouvernement de Biden veut montrer l'exemple en réhabilitant ou en revalorisant ses bâtiments officiels. Une initiative franchement sympathique, mais qui reste tout de même dérisoire par rapport aux cinq milliards de tonnes de CO2 émis par le pays chaque année.

POUR LE PREMIER SEMESTRE 2024

La hausse des prix sur la DDR et les SSD se confirme

L'industrie du semi-conducteur anticipe des augmentations sur les tarifs de certains composants avec des conséquences sur la RAM et les SSD. Alors que tour à tour, on nous parle de reprise ou de ralentissement de l'inflation, le secteur informatique et en particulier celui du PC connaît une période plutôt morose. Les ventes sont largement en baisse dans à peu près tous les secteurs, mais cela ne devrait malgré tout pas suffire pour que la baisse observée en 2023 sur la DRAM ou la Flash se poursuive en 2024.

Dans un premier temps, ce sont des précisions quant aux stocks de NAND qui nous sont parvenus avec des nouvelles pas forcément rassurantes. En effet, ces stocks seraient au plus bas. De fait, des tensions auraient déjà été ressenties sur les approvisionnements et plusieurs observateurs penchent vers une « forte » augmentation des tarifs au cours du premier trimestre de l'année 2024. Selon les régions et selon les revendeurs, les hausses de prix commencent déjà à se manifester dans le commerce de détail. Parmi les pro-

duits ainsi observés de manière directe, on peut citer les SSD de chez Samsung (990 Pro), Corsair (MP600 Pro) et Team Group (MP44) ainsi que, plus généralement, les SSD de 2 ou 4 To de capacité. Il y a quelques mois, TrendForce avait déjà évoqué la probabilité de voir la NAND augmenter « nettement » au cours du premier semestre 2024 et on table maintenant sur 15 à 20 % sur les trois premiers mois de l'année. Une tendance marquée qui ne devrait toutefois pas concerner la seule NAND et, toujours à en

croire les analystes de TrendForce, la DRAM serait elle aussi concernée. En baisse constante depuis huit trimestres et la fin 2021, la mémoire a amorcé un retournement dès la fin de l'année passée. Selon les projections de TrendForce, confirmées il y a quelques jours, il faut donc s'attendre à une hausse de 13 à 18 % sur le premier trimestre 2024 par rapport à la même période l'an passé. Une hausse qui a logiquement de fortes chances de se répercuter sur les prix au détail.

Brèves

● De nouvelles images de Colossus

A l'occasion du 80ème anniversaire de cet ordinateur de déchiffrement, les services secrets britanniques (GCHQ) ont publié des photos supplémentaires de la machine élaborée par Thomas "Tommy" Flowers. Elle a servi notamment à déchiffrer des messages stratégiques cruciaux entre les généraux allemands les plus haut placés dans l'Europe occupée et à préparer le débarquement des troupes en

Normandie. Les récentes images dévoilées donnent un éclairage sur la genèse et le fonctionnement de Colossus, qui mesurait plus de deux mètres de haut. Une version a été reconstituée au sein du musée de Bletchley Park.

● Cohere pourrait lever jusqu'à 1 Md\$

Après une levée de fonds de 270 millions de dollars (Oracle et Nvidia ont participé) en juin 2023, la start-up canadienne spécialisée dans

l'IA générative serait en discussion pour mener un autre tour de table. Selon Reuters citant de sources proches du dossier, le montant de l'investissement serait compris dans une fourchette de 500 M\$ à 1 Md\$. La valorisation de la société est estimée aujourd'hui à 2,2 Md\$.

● Vol de données VF Corp confirmé

Derrière ce nom se cache la maison-mère des marques Vans, North Face, Timberland... Elle

a été victime d'un ransomware à la fin de l'année 2023 et l'a indiqué à la SEC en parlant d'une violation de données. Aucune précision n'avait alors été donnée sur l'étendu des dégâts. Aujourd'hui, la société affirme que 35,5 millions de données clients ont été compromises sans préciser quels types d'informations ont été touchés (nom, mail, adresse...) ? Dans un document envoyé à la SEC, VF Corp précise qu'il « subissait encore des impacts résiduels mineurs de l'incident de cybersécurité ».

Mots fléchés

Instrument de musique	↓	Bestial	↓	Pieds de 4 syllabes	↓	Problème	↓	Finement découpées	↓	Glacé	↓	Écarteurs	Produit de la mer
Laveries		Accident		Chrome au labo		Référencer		Pronom		Ville du Brésil			
	→	↓		↓		↓		↓		↓		↓	↓
Discipline sportive	→						Noir	→					
Fils de Sem							Parfumée						
	→			Allemagne	→		↓	Annexe de l'arène	→				
								Révolte de marmot					
Romaine	→							↓		Dedans	→		Jeune cerf
De l'anus										Supplicier			
	→			Symétrique	→					↓	Exclamation	→	↓
				Mauvais goût							Irlande		
Erbium	→		Intérieurs de canons	→	↓			Ville de Syrie	→		↓		
Do d'avant			Ville du Nigeria										
	→		Résine fossile	→	↓			Blond d'été	→			Voitures du peuple	
			Bénéfices					Chercheur					
Sondée	→	↓				Défriché	→	↓				↓	
Récompenses													
	→					Les filles	Véhicule léger		Sous roumains	→			Blanc d'Espagne
									Meurtrier				
Mauvais orateur	Affluent du Rhin		Permet de choisir		Esquive	→	↓	↓	↓		Dieu rayonnant	→	↓
	↓		↓								Suit le docteur	→	
											Cité du 66		
Gouet	→				Large vallée		À élever	→		Cardinal	→	↓	
Femme de fils							Neptunium			Élément de piscine			
	→		Possible	→	↓		↓			↓		Thallium	
			Combustible										
De maintenant	Conifère	→	↓	Futur officier	→							↓	Écimé
	Protège			Dressé									
	↓			↓		État major	Monnaie d'Afrique du Sud		Rivière du Congo	→			↓
									Trou normand				
Tenter	→				Grand lac canadien	→	↓	↓	↓	Ville du Pérou	Règle	Y coule la rivière	
À régler										↓	↓	↓	
	→	Mesure chinoise	→		Cache les défauts	→							
		Ville de fouilles			Provoqua une ruée								
Observé	→	↓	Ordre de départ	→	↓	Sans effet	→		Copulation	→			
Gardien de troupeau													
	→					Grave échec	→						

Le président Tebboune reçoit le président de l'Assemblée nationale de la République de Corée

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le président de l'Assemblée nationale de la République de Corée, Kim Jin-Pyo, indique un communiqué de la présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali et du directeur de cabinet à la présidence de la République, M. Boualem Boualem, ajoute la même source.



TRI SÉLECTIF DES DÉCHETS MÉNAGERS

Lancement d'une opération pilote à Mascara

Une opération pilote portant sur le tri sélectif des déchets ménagers a débuté, samedi à Mascara, a-t-on constaté. La cité des 400 logements AADL, sise au Nord de la ville de Mascara, a été retenue par les initiateurs de cette opération, à savoir la direction de l'Environnement, en collaboration avec les deux EPIC, le Centre d'enfouissement technique (CET) et celui chargé de la collecte des déchets ménagers. Cette action citoyenne de deux jours a donné lieu à l'installation de bacs destinés à recueillir les déchets organiques, en plastique et en papier au niveau de la cité des 400 logements, a-t-on indiqué. Par ailleurs, des rencontres de proximité avec les enfants et les femmes au foyer sont également prévues à la faveur de cette opération, lors desquelles des conseils seront prodigués au public ciblé sur l'importance du tri sélectif et son impact positif sur l'environnement, a déclaré à l'APS la directrice de wilaya de l'Environnement, Zahraoui Zahra. Des dépliants indiquant les gestes à accomplir pour assurer le trisélectif des déchets seront également distribués aux résidents de la cité, a-t-on indiqué.

COUCHES DÉMUNIES

Une prise en charge dans le cadre d'une coordination sectorielle maîtrisée

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kawter Krikou, a indiqué dimanche à Tissemsilt que son secteur œuvrait pour la prise en charge des couches démunies dans le cadre de la solidarité gouvernementale avec une coordination sectorielle « maîtrisée ». Supervisant le lancement de deux caravanes, l'une médicale et la seconde de sensibilisation en faveur de la population des zones éloignées de la wilaya, dans le cadre de sa visite d'inspection à la région, la ministre a salué la performance de tous les secteurs ministériels, à l'instar de l'Intérieur, à travers le dispositif de la protection civile, la santé, le tourisme, l'artisanat et la formation professionnelle, dans le succès des initiatives supervisées par les cellules de proximité de manière à prendre en charge ces couches. Mme Krikou a instruit les responsables des cellules de proximité de la wilaya, à l'instar de leurs similaires à travers le pays, à investir dans leurs expériences sur le terrain à travers leur contact direct avec les citoyens dans les zones éloignées, notamment à travers des enquêtes sociales, pour faire parvenir les informations sur la femme au foyer, la femme productrice et

celle aux besoins spécifiques sur les opportunités de formation et l'obtention du soutien de l'Etat ». Dans le même contexte, elle a souligné que le secteur dispose de nombreux programmes en faveur de diverses couches, telles que les personnes âgées, les nécessiteux, les femmes au foyer et les personnes aux besoins spécifiques que les citoyens doivent connaître, en coordination avec d'autres secteurs, et ce en les approchant dans leurs zones rurales et en leur expliquant de manière stimulante les mécanismes permettant de bénéficier de chaque dispositif. Selon Mme Krikou, le programme vise à intégrer le plus grand nombre de personnes aux besoins spécifiques, en les orientant vers des centres de formation professionnelle après les avoir prises en charge dans des centres sectoriels, ainsi qu'à inclure les femmes dans le programme national conjoint d'appui à l'adhésion de la femme dans la production nationale, lancé en février 2021. Lors de sa visite dans la wilaya, la ministre a donné le coup d'envoi de deux caravanes à travers les communes de Layoune, Sidi Abed, Khemisti et Tissemsilt, l'une médicale pour la vaccination des personnes âgées et les malades chroniques contre la grippe saisonnière, outre le dépis-

tage précoce du cancer du sein, ainsi que des consultations générales des malades, en leur offrant des médicaments. La deuxième caravane de sensibilisation vise à informer les jeunes, en général, les personnes aux besoins spécifiques et les femmes, en particulier, sur les possibilités de formation qui leur sont proposées lors de la prochaine session de février. La ministre a également assisté à une exposition de produits de la famille productive et des femmes au foyer, au cours de laquelle 20 femmes ont présenté leurs produits, tels que des poteries, des vêtements traditionnels, des couvertures, ainsi que des objets décoratifs et autres. Elle a salué leurs activités en distribuant, à titre symbolique, six machines à coudre sur 34 distribuées aux femmes productives au foyer dans les communes de la wilaya. La ministre a également visité les deux centres spécialisés de prise en charge des enfants handicapés mentaux et physiques au chef-lieu de wilaya. Elle a ensuite inspecté des ateliers de formation dans les domaines de la couture et de la confection de gâteaux au Centre de formation professionnelle « Ala Hadj » de cette ville, permettant aux personnes aux besoins spécifiques d'en bénéficier à l'avenir.

CACAO

Recul global des broyages mondiaux sur le dernier trimestre 2023

Dans le secteur du cacao, l'année 2023 a été inédite. Les niveaux élevés de prix de la fève ont eu un impact sur la demande globale de la matière première. Entre octobre et décembre 2023, l'industrie mondiale de la transformation du cacao a connu un recul de ses activités. En Europe, les broyages de fèves ont atteint 350 739 tonnes sur la période, soit 2,4 % de moins qu'un an plus tôt et le plus bas niveau en 3 ans, selon le rapport de l'Association européenne du cacao (ECA).

Du côté de l'Amérique du Nord, la contraction a été de près de 3 % à 103 971 tonnes marquant la 3ème année consécutive de baisse des activités sur le dernier trimestre de l'année. Pour sa part l'Asie a enregistré la plus importante contreperformance avec un volume en chute d'environ 8,5 % d'une année sur l'autre à 211 202 tonnes. Il s'agit pour la région du niveau le plus faible en 5 ans et du 4ème trimestre consécutif de recul. Ce ralentissement global s'inscrit dans un contexte de hausse des cours du cacao.

L'or brun a en effet gagné entre 60 % à New York et 70 % à Londres poussé par les conditions météorologiques défavorables en Afrique de l'Ouest qui devraient induire une 3ème année consécutive de déficit en 2023/2024. Avec des prix élevés et les pressions sur les marges opérationnelles, les industriels ont limité leur demande de la matière première. Plus globalement, il faut noter que d'après des données recueillies pour Reuters par l'institut d'études de marché Nielsen, les consommateurs d'Europe et

d'Amérique du Nord ont subi des appréciations de prix des produits chocolatsés d'environ 20 % entre 2021 et 2022. Pénalisés par l'inflation, ceux-ci réduisent de plus en plus leurs achats. Pour s'adapter à cette situation, certains observateurs estiment que les chocolatiers pourraient réduire dans les prochains mois la teneur en cacao de leurs produits pour atténuer l'impact de l'augmentation des coûts de la matière première sur leurs produits et continuer à offrir des produits chocolatsés à un prix abordable.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le wali délégué de Bou Saâda installé

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a présidé, dimanche, la cérémonie d'installation de M. Riad Benahmed dans ses fonctions de wali délégué de Bou Saâda. En marge de la cérémonie d'installation de M. Benahmed, nommé à la suite du récent décret présidentiel en vertu duquel, sept (7) daïras ont été promues en wilayas déléguées, organisée à l'auditorium de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Martyr Taïbi-Rabah, en présence des autorités locales, des élus et de représentants de la société civile, le ministre a souligné que

la création de wilayas déléguées "s'inscrit en droite ligne de l'approche de développement adoptée par les hautes autorités du pays afin de rapprocher le centre de décision du citoyen". Le ministre a ajouté que la promotion d'un certain nombre de daïras au rang de wilayas déléguées "procède d'une vision tendant à donner une impulsion au développement local et à diversifier l'économie par une meilleure exploitation des potentialités agricoles, industrielles et touristiques de ces régions". M. Merad a également souligné que le passage du statut de wilaya déléguée à celui de wilaya de plein exercice "se fera durant l'année en cours, d'importantes

enveloppes financières ayant été dégagées pour l'adaptation et l'aménagement de leurs sièges". Il a ajouté, dans ce contexte, que l'administration centrale s'active en vue de l'organisation des élections des Assemblées populaires de wilaya et des communes qui en relèvent "après l'importante échéance des prochaines élections présidentielles". M. Merad a chargé le wali délégué de Bou Saâda de "dynamiser le développement de la région et d'exploiter, en coordination avec le wali de M'sila, toutes les capacités locales". De son côté, le wali délégué a affirmé qu'il ne ménagerait aucun effort pour être à la hauteur de l'importance de la

tâche qui lui a été confiée et mener à bien la mission dont il a désormais la charge. En marge de la cérémonie d'installation, le ministre s'est rendu à l'aéroport d'Ain Eddis, près de Bou Saâda, où il a inspecté l'état d'avancement du projet de réalisation de la nouvelle piste, ainsi que des routes secondaires construites par la société publique Cosider. Il s'est également enquis de l'état d'avancement de la réalisation du siège de la police judiciaire à Bou Saâda, avant d'inaugurer, dans la même ville, le nouveau siège de l'unité secondaire de Protection civile Moudjahid, feu Lakhdar-Hassani.